



Patrimoine
canadien

Canadian
Heritage

Canada

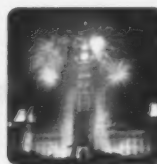
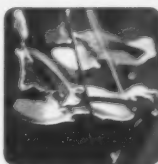
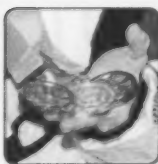


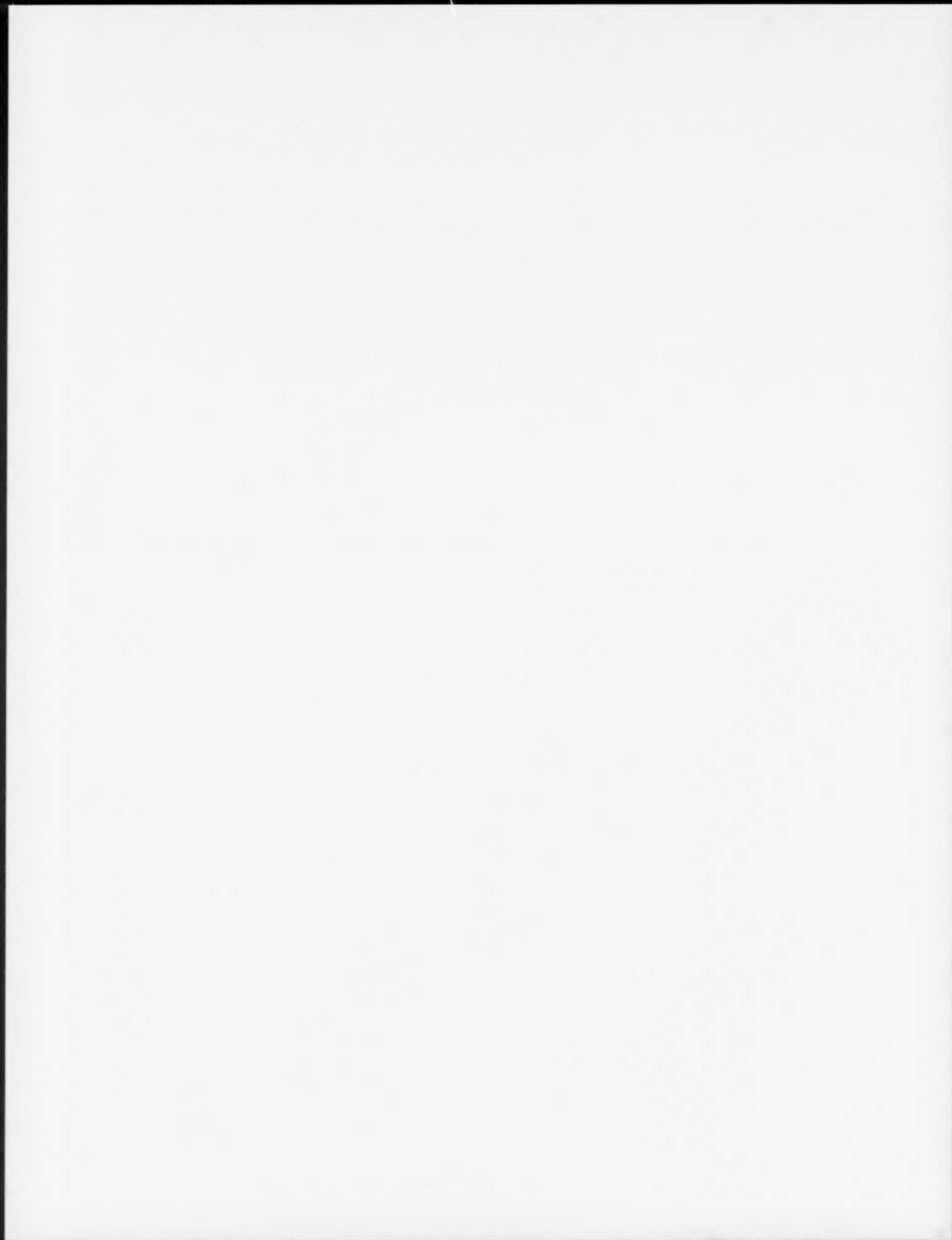
Patrimoine canadien

2014-2015

Rapport sur les plans et les
priorités

L'honorable Shelly Glover, C.P., députée
Ministre du Patrimoine canadien et des
Langues officielles



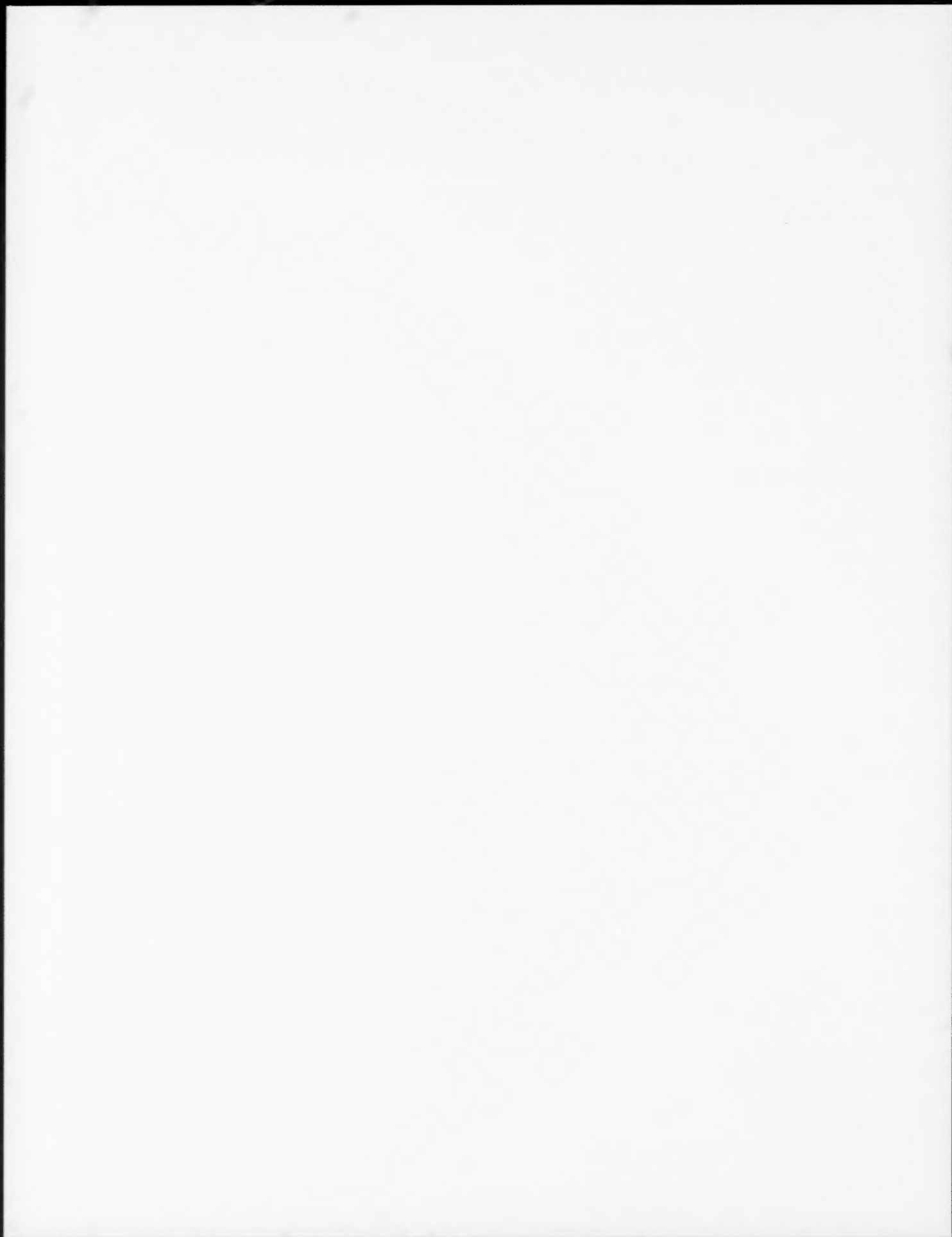


This publication is also available in English.

Cette publication est disponible sur demande en médias substitués.

Cette publication est disponible en format PDF
à l'adresse internet suivante :
<http://www.pch.gc.ca/fra/1312568647473>

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2014
No de catalogue : CH1-5/2014F-PDF
ISSN : 1929-3372



BUDGET DES DÉPENSES 2014-2015

PARTIE III – Plans de dépenses des ministères: Rapports sur les plans et les priorités

Objet

Le Rapport sur les plans et les priorités (RPP) est le plan de dépenses individuel de chaque ministère et organisme. Ces rapports renferment un niveau de détails accru sur une période de trois ans quant aux principales priorités d'une organisation par résultat stratégique, programme et résultat prévu ou attendu, y compris des liens vers les besoins en ressources présentés dans le Budget principal des dépenses. De concert avec le Budget principal des dépenses, le Rapport sur les plans et les priorités fournit aux députés des renseignements sur les dépenses prévues des ministères et des organisations, et appuie l'examen des projets de loi de crédits qu'effectue le Parlement. Les RPP sont habituellement déposés peu de temps après le Budget principal des dépenses par le président du Conseil du Trésor.

Le Budget des dépenses

Le Budget des dépenses est composé de trois parties :

Partie I – Le Plan de dépenses du gouvernement donne un aperçu des dépenses du gouvernement et présente les modifications apportées aux dépenses prévues d'un exercice à l'autre.

Partie II – Le Budget principal des dépenses appuie directement les lois de crédits. Il renferme des renseignements détaillés au sujet des plans de dépenses et des autorisations demandées par chaque ministère et organisme.

En vertu du Règlement de la Chambre des communes, les parties I et II doivent être déposées au plus tard le 1er mars.

Partie III – Les plans de dépenses des ministères sont constitués de deux composantes :

- Le Rapport sur les plans et les priorités (RPP)
- Le Rapport ministériel sur le rendement (RMR)

Le RMR est un compte rendu individuel des résultats obtenus par les ministères et les organismes par rapport aux attentes de rendement prévues dans leurs RPP respectifs.

Les RMR de l'exercice complet le plus récent sont déposés à l'automne par le président du Conseil du Trésor.

Le budget supplémentaire des dépenses appuie les lois de crédits présentées plus tard au cours de l'exercice. Le budget supplémentaire des dépenses présente de l'information sur les besoins de dépenses qui n'étaient pas suffisamment définis pour être inclus dans le budget principal ou qui ont ultérieurement été précisés afin de tenir compte de l'évolution de programmes et de services en particulier. Le budget supplémentaire des dépenses renferme également de l'information sur les modifications apportées aux prévisions de dépenses, aux principaux postes législatifs, ainsi qu'aux postes comme les transferts de fonds entre crédits, les radiations de dettes, les garanties de prêt, la création ou l'augmentation de subventions.

Pour plus de renseignements sur le Budget des dépenses, veuillez consulter le [site Internet du Secrétariat du Conseil du Trésor](#).¹

Liens avec le Budget des dépenses

Tel qu'indiqué plus haut, les RPP font partie de la Partie III du Budget des dépenses. Alors que la Partie II met l'accent sur l'aspect financier du Budget des dépenses, la Partie III met l'accent sur les renseignements financiers et non financiers sur le rendement, tant du point de vue de la planification et des priorités (RPP) que de la perspective des réalisations et des résultats (RMR).

La Structure de gestion des ressources et des résultats (SGRR) établit une structure de présentation de l'information financière dans le Budget des dépenses et dans les rapports au Parlement par l'intermédiaire des RPP et des RMR. Pour la présentation des dépenses prévues, les RPP s'appuient sur le Budget des dépenses comme source fondamentale d'information financière.

Les dépenses présentées dans le Budget principal sont fondées sur la Mise à jour annuelle des niveaux de référence qui est préparée à l'automne. En comparaison, les dépenses prévues se trouvant dans les RPP incluent le Budget principal ainsi que tout autre montant approuvé dans le cadre d'une présentation au Conseil du Trésor au plus tard le 1^{er} février (voir la section Définitions). Ce réajustement des données financières permet un portrait plus à jour des dépenses prévues par programme.

Changements à la présentation du Rapport sur les plans et les priorités

Plusieurs modifications ont été apportées à la présentation du RPP en partie pour répondre à un certain nombre de demandes - des Comités permanents de la Chambre des communes : Comptes publics (PACP - [Rapport 15](#)²) en 2010, et Opérations gouvernementales et prévisions budgétaires (OGGO - [Rapport 7](#)³) en 2012 - à fournir des renseignements financiers et non financiers plus détaillés sur le rendement des

programmes au sein des RPP et des RMR, afin de faciliter leur étude en appui à l'approbation des crédits.

- Dans la Section II, les renseignements financiers sur les ressources humaines et sur le rendement sont désormais présentés au niveau des programmes et des sous-programmes pour davantage de granularité.
- La présentation générale du rapport et la terminologie ont été revues pour plus de clarté et de cohérence.
- D'autres efforts visaient à rendre le rapport plus compréhensible et davantage axé sur les renseignements budgétaires, afin de renforcer son alignement avec le Budget principal.

Comment lire ce document

Les RPP sont divisés en quatre sections:

Section I: Vue d'ensemble des dépenses de l'organisation

Le Survol des dépenses de l'organisation permet au lecteur d'obtenir un aperçu général de l'organisation. Il fournit une description de l'objectif de l'organisation, ainsi que des renseignements de base sur les ressources financières et humaines. Cette section s'ouvre avec le nouveau Profil organisationnel, qui affiche des renseignements généraux sur l'organisation, tels que les noms du ministre et de l'administrateur général, le portefeuille ministériel, l'année de création de l'organisation et les principales autorités législatives. Cette sous-section est suivie d'une nouvelle sous-section s'intitulant Contexte organisationnel, qui inclut la Raison d'être, les Responsabilités, les Résultats stratégiques et l'Architecture d'alignement des programmes, les Priorités organisationnelles et l'Analyse des risques. Cette section se termine avec les Dépenses prévues, l'Harmonisation avec les résultats du gouvernement du Canada, le Budget des dépenses par crédits votés et la Contribution à la Stratégie fédérale du développement durable. Il convient de noter que cette section ne présente aucun renseignement non financier sur le rendement des programmes (voir Section II).

Section II: Analyse des programmes par résultat stratégique

Cette section fournit des renseignements financiers et non financiers détaillés sur le rendement des résultats stratégiques, des programmes et des sous-programmes. Cette section permet au lecteur d'en apprendre davantage sur les programmes en lisant leur description respective ainsi que le récit intitulé «Faits saillants de la planification». Ce récit relate les principaux services et les initiatives clés appuyant les plans et les priorités tels que présentés dans la Section I; il décrit également comment les renseignements sur le rendement soutiennent le résultat stratégique ou un programme parent.

Section III: Renseignements supplémentaires

Cette section fournit des renseignements en appui aux plans et aux priorités ministériels. Dans cette section, le lecteur trouvera l'état des résultats prospectif et un lien vers les tableaux de renseignements supplémentaires concernant les paiements de transfert,

l'écologisation des opérations gouvernementales, la vérification interne et les évaluations, les initiatives horizontales, les frais d'utilisation, les grands projets de l'État, et le financement pluriannuel initial, le cas échéant, pour chaque ministère. Le lecteur trouvera également un lien vers les Dépenses fiscales et évaluations, publié annuellement par le ministre des Finances, qui fournit des estimations et des projections des répercussions sur les revenus de mesures fiscales fédérales visant à appuyer les priorités économiques et sociales du gouvernement du Canada.

Section IV: Coordonnées de l'organisation

Dans cette dernière section, le lecteur aura accès aux coordonnées de l'organisation.

Définitions

Architecture d'alignement des programmes

Inventaire structuré de tous les programmes entrepris par un ministère ou organisme. Les programmes sont hiérarchisés de manière à mettre en lumière les relations logiques entre eux et les résultats stratégiques (RS) ministériels auxquels ces programmes contribuent.

Cadre pangouvernemental

Un cadre établissant les liens entre les contributions financières et non financières des organisations fédérales qui reçoivent des crédits par l'alignement de leurs Programmes avec un ensemble de grands secteurs de dépenses définis pour le gouvernement dans son ensemble.

Crédit

Toute autorisation du Parlement de verser une somme d'argent à même le Trésor.

Dépenses budgétaires par rapport aux dépenses non budgétaires

Dépenses budgétaires – dépenses de fonctionnement et de capital; paiements de transfert à d'autres paliers gouvernementaux, organisations ou individus; et paiements aux sociétés d'État.

Dépenses non budgétaires – Les dépenses nettes et les recettes liées aux prêts, placements et avances, qui changent la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

Dépense prévue

Aux fins du RPP, les dépenses prévues se réfèrent aux montants pour lesquels une présentation au Conseil du Trésor a été approuvée au plus tard le 1^{er} février 2014. Cette date butoir est différente du processus du Budget principal des dépenses. Par conséquent, les dépenses prévues peuvent inclure des montants supplémentaires au niveau de dépenses prévues inscrites dans le Budget principal des dépenses de 2014-2015.

Équivalent temps plein (ETP)

Un indicateur de la mesure dans laquelle un employé représente une charge complète d'année-personne dans un budget ministériel. Les ETP sont calculés selon un taux d'heures de travail assignées en relation aux heures normales de travail. Les heures normales de travail sont établies dans les conventions collectives.

Programme

Groupe d'activités connexes conçues et gérées de manière à répondre à un besoin particulier du public et souvent traitées comme une unité budgétaire.

Programme temporisé

Programme ayant une durée fixe et dont le financement ou l'autorisation politique n'est pas permanent. Lorsqu'un programme arrive à échéance, une décision doit être prise quant à son maintien. (Dans le cas d'un renouvellement, la décision précise la portée, le niveau de financement et la durée.)

Résultat attendu

Se dit d'un résultat qu'un programme est censé produire.

Résultats du gouvernement du Canada

Un ensemble d'objectifs de haut niveau définis pour le gouvernement en entier.

Résultat stratégique

Un résultat stratégique est un avantage durable à long terme pour la population canadienne qui découle du mandat et de la vision d'un ministère.

Secteurs de dépenses

Catégories de dépenses du gouvernement du Canada. Il y a quatre secteurs de dépenses⁴ (affaires économiques, affaires sociales, affaires internationales et affaires gouvernementales) comprenant chacun entre trois et cinq résultats du gouvernement du Canada.

Structure de gestion des ressources et des résultats (SGRR)

Une approche et une structure commune pour la collecte, la gestion et le rapport des renseignements financiers et non financiers sur le rendement.

Une SGRR fournit de l'information détaillée sur tous les programmes ministériels (par exemple : les coûts du programme, les résultats attendus et leurs cibles associées, comment ils s'harmonisent avec les priorités du gouvernement et les résultats attendus, etc.) et établit la même structure à la fois pour la prise de décision interne et la responsabilisation externe.



Table des matières

Message de la Ministre	1
Section I : Vue d'ensemble des dépenses de l'organisation	3
Profil organisationnel	3
Contexte organisationnel	3
Raison d'être	3
Responsabilités	3
Résultats stratégiques et Architecture d'alignement des programmes	4
Priorités organisationnelles	7
Analyse des risques	10
Dépenses prévues	12
Harmonisation avec les résultats du Gouvernement du Canada	16
Tendances relatives aux dépenses du Ministère	16
Budget des dépenses par crédits votés	18
Contribution à la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD)	18
Section II – Analyse des programmes et des sous-programmes par résultat stratégique ..	19
1. Résultat stratégique : Les expressions artistiques et le contenu culturel canadiens sont créés et accessibles au pays et à l'étranger	19
1.1 Programme : Arts	19
1.1.1 Sous-programme : Fonds du Canada pour la présentation des arts	21
1.1.2 Sous-programme : Fonds du Canada pour les espaces culturels	22
1.1.3 Sous-programme : Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération	23
1.1.4 Sous-programme : Fonds du Canada pour la formation dans le secteur des arts	25
1.1.5 Sous-programme : Fonds du Canada pour l'investissement en culture	26
1.2 Programme : Industries culturelles	27
1.2.1 Sous-programme : Radiodiffusion et communications numériques	29
1.2.2 Sous-programme : Fonds des médias du Canada	30
1.2.3 Sous-programme : Politique du film et de la vidéo	31
1.2.4 Sous-programme : Crédits d'impôt pour production cinématographique ou magnétoscopique	32
1.2.5 Sous-programme : Fonds de la musique du Canada	34
1.2.6 Sous-programme : Fonds du livre du Canada	35
1.2.7 Sous-programme : Fonds du Canada pour les périodiques	36
1.2.8 Sous-programme : Politique du droit d'auteur et du commerce international ..	37
1.2.9 Sous-programme : Examen des investissements dans le secteur culturel	39
1.2.10 Sous-programme : TV5	40

1.3 Programme : Patrimoine	42
1.3.1 Sous-programme : Programme d'aide aux musées	44
1.3.2 Sous-programme : Programme d'indemnisation pour les expositions itinérantes au Canada	46
1.3.3 Sous-programme : Réseau canadien d'information sur le patrimoine	47
1.3.4 Sous-programme : Institut canadien de conservation	49
1.3.5 Sous-programme : Programme des biens culturels mobiliers	51
2. Résultat stratégique : Les Canadiens partagent, expriment et apprécient leur identité canadienne	53
2.1 Programme : Appartenance au Canada	53
2.1.1 Sous-programme : Programme des célébrations et des commémorations	54
2.1.2 Sous-programme : Expérience de la capitale	56
2.1.3 Sous-programme : Cérémonial d'État et protocole	58
2.1.4 Sous-programme : Fonds pour l'histoire du Canada	59
2.1.5 Sous-programme : Programme Échanges Canada	60
2.1.6 Sous-programme : Les jeunes s'engagent	62
2.2 Programme : Engagement et participation communautaire	63
2.2.1 Sous-programme : Programme des droits de la personne	65
2.2.2 Sous-programme : Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	67
2.2.3 Sous-programme : Programme des Autochtones	68
2.3 Programme : Langues officielles	69
2.3.1 Sous-programme : Programme Développement des communautés de langue officielle	71
2.3.2 Sous-programme : Programme Mise en valeur des langues officielles	72
2.3.3 Sous-programme : Programme de coordination des langues officielles	74
3. Résultat stratégique 3 : Les Canadiens participent et excellent dans les sports	76
3.1 Programme : Sport	76
3.1.1 Sous-programme : Programme d'accueil	77
3.1.2 Sous-programme : Programme de soutien au sport	79
3.1.3 Sous-programme : Programme d'aide aux athlètes	80
Programme : Services internes	82
Section III : Information additionnelle	84
État des résultats prospectifs	85
Liste des tableaux de renseignements supplémentaires	85
Dépenses fiscales et évaluations	86
Section IV : Coordonnées de l'organisation	87
Notes finales	88

Message de la Ministre

Cette année, le ministère du Patrimoine canadien jouera un rôle central dans la préparation des célébrations précédant et entourant le 150^e anniversaire de la Confédération en 2017. Cet anniversaire sera l'occasion de célébrer notre histoire et notre patrimoine.

En 2014-2015, nous célébrerons le 150^e anniversaire des conférences de Charlottetown et de Québec, qui ont mené à la création du Canada, ainsi que le 200^e anniversaire de naissance de Sir George-Étienne Cartier et de Sir John A. Macdonald, deux des plus importants Pères de la Confédération.



Nous commémorerons également le 100^e anniversaire du début de la Première Guerre mondiale et le 75^e anniversaire du début de la Deuxième Guerre mondiale. Ces conflits ont été des jalons importants dans l'évolution du Canada. Ces commémorations nous rappelleront les sacrifices de deux générations de Canadiens.

Afin de célébrer le patrimoine de notre pays en tant que monarchie constitutionnelle, le Ministère aidera à organiser les activités entourant la visite au Canada, en mai 2014, de Leurs Altesses Royales le prince de Galles et la duchesse de Cornouailles.

Le Ministère continuera d'encourager la créativité et l'innovation au sein des secteurs du patrimoine, des arts et de la culture. Un secteur culturel prospère, qui profite pleinement de la technologie numérique et qui est concurrentiel sur les scènes nationale et internationale, permettra d'accroître la qualité de vie de nos collectivités, tout en favorisant la création d'emplois et de débouchés.

Nous continuerons aussi d'appuyer nos athlètes. En plus d'octroyer des fonds pour la tenue des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto, Patrimoine canadien appuiera la tenue du relais de la flamme et de célébrations communautaires pour mobiliser les Canadiens partout au pays.

Tout comme l'art, la culture, l'histoire, le patrimoine et le sport, nos deux langues officielles font aussi partie de notre identité canadienne. Nous continuerons de travailler avec les autres ministères à la mise en œuvre de la *Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018 : éducation, immigration, communautés*.

Tout en mettant en œuvre ces activités, nous continuerons d'offrir des programmes et des services à la population canadienne de la façon la plus efficace et efficiente possible.

À titre de ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles, je suis heureuse de présenter au Parlement ainsi qu'aux Canadiens le *Rapport sur les plans et les priorités 2014-2015* du ministère du Patrimoine canadien.

Section I : Vue d'ensemble des dépenses de l'organisation

Profil organisationnel

Ministre

- L'honorable Shelly Glover, C.P., députée

Administrateur général

- Colleen Swords

Portefeuille ministériel

- Ministère du Patrimoine canadien

Année de création

- Le ministère du Patrimoine canadien a été créé en juin 1993. La *Loi sur le ministère du Patrimoine canadien* a cependant reçu la sanction royale en juin 1995.

Principales autorités législatives

- *Loi sur le ministère du Patrimoine canadien*⁵

Contexte organisationnel

Raison d'être

Le ministère du Patrimoine canadien (le Ministère) et les principales institutions culturelles canadiennes jouent un rôle crucial dans la vie sociale, communautaire et économique des Canadiens. Nous travaillons ensemble à promouvoir la vie culturelle canadienne, et ce, par le biais des arts, du patrimoine, des langues officielles, de la citoyenneté et participation, ainsi que des initiatives liées aux Autochtones, à la jeunesse et aux sports.

Responsabilités

Le mandat législatif du Ministère, énoncé dans la *Loi sur le ministère du Patrimoine canadien* et dans d'autres lois dont le ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles est responsable, propose une liste des nombreuses responsabilités sous la rubrique des pouvoirs et fonctions du ministre « liés à l'identité, aux valeurs, au développement culturel et au patrimoine canadiens ».

Le Ministère surveille l'application d'un grand nombre de lois, notamment la *Loi sur la radiodiffusion*⁶, la *Loi sur le droit d'auteur*⁷ et la *Loi sur l'investissement Canada*⁸ (avec Industrie Canada pour ces deux dernières lois), la *Loi sur les langues officielles*⁹ (partie VII), la *Loi sur les musées*¹⁰, la *Loi sur l'indemnisation au Canada en matière*

*d'expositions itinérantes*¹¹, la *Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels*¹², la *Loi sur le statut de l'artiste*¹³, et la *Loi favorisant l'activité physique et le sport*¹⁴ (avec Santé Canada).

Le ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles est responsable devant le Parlement des activités du Ministère et des 19 organismes qui composent son portefeuille¹⁵.

Notre mission et notre vision

Patrimoine canadien a pour mission de favoriser un environnement dans lequel tous les Canadiens profitent pleinement d'expériences culturelles dynamiques, célèbrent leur histoire et leur patrimoine, et contribuent à bâtir des communautés créatives.

La vision du Ministère est celle d'un Canada où tous les Canadiens peuvent célébrer leur riche diversité culturelle, leurs expériences et leurs valeurs communes, et où tous peuvent apprendre à mieux connaître et apprécier leur histoire, leur patrimoine et leurs communautés. La vision que Patrimoine canadien a du Canada est celle d'un pays qui investit dans l'avenir en appuyant les arts, nos deux langues officielles et nos athlètes. Nous voyons un Canada confiant dans un monde de choix, à l'avant-garde de l'économie créative et un chef de file dans le monde numérique.

Résultats stratégiques et Architecture d'alignement des programmes

Résultats stratégiques

Les activités du Ministère sont structurées en fonction de trois résultats stratégiques.

1. **Les expressions artistiques et le contenu culturel canadiens sont créés et accessibles au pays et à l'étranger** - Ce résultat stratégique traduit l'emphase qui est mise tant sur la créativité que sur la valeur économique, lesquelles sont reflétées dans l'importance que le gouvernement du Canada accorde à la pérennité et à l'accessibilité publiques des produits culturels canadiens, du travail artistique par des créateurs et artistes canadiens, et du patrimoine culturel du Canada.
2. **Les Canadiens partagent, expriment et apprécient leur identité canadienne** - Ce résultat stratégique appuie le mandat d'une identité canadienne plus forte par une citoyenneté active, engagée et inclusive, et par la reconnaissance de l'importance de la dualité linguistique et d'une identité civique commune.
3. **Les Canadiens participent et excellent dans les sports** - Ce résultat stratégique a trait aux conséquences bénéfiques du sport sur la santé et le bien-être des gens, ainsi qu'à l'impact de nos réalisations internationales dans le domaine du sport sur la fierté canadienne.

Architecture d'alignement des programmes

L'architecture d'alignement des programmes¹⁶ (AAP) donne une vue d'ensemble des liens entre les programmes et les sous-programmes du Ministère et de la façon dont les résultats attendus sont organisés pour contribuer à l'obtention des résultats stratégiques du Ministère et à l'exécution de son mandat. Le cadre de mesure du rendement (CMR) sert

de fondement objectif à la collecte de données se rapportant aux résultats attendus des programmes du Ministère. Le *Rapport sur les plans et les priorités 2014-2015* repose sur l'AAP et sur les résultats attendus et les indicateurs de rendement identifiés dans le CMR.

Le transfert à Patrimoine canadien à partir du 30 septembre 2013 de fonctions et activités de la Commission de la capitale nationale (Expérience de la capitale) liées à la promotion de la Région de la capitale nationale a été annoncé dans le Budget 2013. L'AAP et le CMR ont été modifiés pour tenir compte de ce changement organisationnel.

Architecture d'alignement des programmes 2014-2015

1. **Résultat stratégique** : Les expressions artistiques et le contenu culturel canadiens sont créés et accessibles au pays et à l'étranger

- 1.1. **Programme** : Arts

- 1.1.1. **Sous-programme** : Fonds du Canada pour la présentation des arts
- 1.1.2. **Sous-programme** : Fonds du Canada pour les espaces culturels
- 1.1.3. **Sous-programme** : Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération
- 1.1.4. **Sous-programme** : Fonds du Canada pour la formation dans le secteur des arts
- 1.1.5. **Sous-programme** : Fonds du Canada pour l'investissement en culture

- 1.2. **Programme** : Industries culturelles

- 1.2.1. **Sous-programme** : Politique de la radiodiffusion et des communications numériques
- 1.2.2. **Sous-programme** : Fonds des médias du Canada
- 1.2.3. **Sous-programme** : Politique du film et de la vidéo
- 1.2.4. **Sous-programme** : Crédits d'impôt pour production cinématographique ou magnétoscopique
- 1.2.5. **Sous-programme** : Fonds de la musique du Canada
- 1.2.6. **Sous-programme** : Fonds du livre du Canada
- 1.2.7. **Sous-programme** : Fonds du Canada pour les périodiques
- 1.2.8. **Sous-programme** : Politique du droit d'auteur et du commerce international
- 1.2.9. **Sous-programme** : Examen des investissements dans le secteur culturel
- 1.2.10. **Sous-programme** : TV5

- 1.3. **Programme** : Patrimoine

- 1.3.1. **Sous-programme** : Programme d'aide aux musées
- 1.3.2. **Sous-programme** : Programme d'indemnisation des expositions itinérantes au Canada
- 1.3.3. **Sous-programme** : Réseau d'information sur le patrimoine
- 1.3.4. **Sous-programme** : Institut canadien de conservation
- 1.3.5. **Sous-programme** : Programme des biens culturels mobiliers

2. Résultat stratégique : Les Canadiens partagent, expriment et apprécient leur identité canadienne

2.1. Programme : Appartenance au Canada

- 2.1.1. **Sous-programme** : Programme des célébrations et des commémorations
- 2.1.2. **Sous-programme** : Cérémonial d'État et protocole
- 2.1.3. **Sous-programme** : Programme des études canadiennes
- 2.1.4. **Sous-programme** : Fonds pour l'histoire du Canada
- 2.1.5. **Sous-programme** : Les jeunes s'engagent

2.2. Programme : Engagement et participation communautaire

- 2.2.1. **Sous-programme** : Programme des droits de la personne
- 2.2.2. **Sous-programme** : Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine
- 2.2.3. **Sous-programme** : Programme des Autochtones

2.3. Programme : Langues officielles

- 2.3.1. **Sous-programme** : Programme de développement des communautés de langues officielles
- 2.3.2. **Sous-programme** : Programme de mise en valeur des langues officielles
- 2.3.3. **Sous-programme** : Programme de coordination des langues officielles

3. Résultat stratégique : Les Canadiens participent et excellent dans les sports

3.1. Programme : Sport

- 3.1.1. **Sous-programme** : Programme d'accueil
- 3.1.2. **Sous-programme** : Programme de soutien au sport
- 3.1.3. **Sous-programme** : Programme d'aide aux athlètes

Programme : Services internes

Priorités organisationnelles

Afin d'accomplir sa mission, de concrétiser sa vision et d'atteindre ses trois résultats stratégiques prévus, le travail du Ministère sur le plan des programmes et des politiques sera orienté par quatre priorités organisationnelles en 2014-2015, à savoir : 1) *Célébrer notre patrimoine et notre histoire : en route vers 2017*; 2) *Un secteur culturel prospère : développer les occasions à l'ère du numérique et de la mondialisation*; 3) *Rassembler les Canadiens : investir dans nos collectivités*; 4) *Servir les Canadiens : assurer l'efficacité des opérations et l'excellence de la prestation des services*.

Priorité 1	Type ¹⁷	Résultats stratégiques et programmes
Célébrer notre patrimoine et notre histoire : en route vers 2017	Permanente	Résultat stratégique 1 : Programmes 1.1 et 1.3 Résultat stratégique 2 : Programmes 2.1 et 2.2
Description		
<p>Pourquoi est-ce une priorité?</p> <p>L'histoire et le patrimoine constituent des composantes clés de l'identité d'un pays. Ainsi, la connaissance et l'expérience de l'histoire du pays incitent les citoyens à s'engager activement et à collaborer en vue d'atteindre des buts communs. En 2014-2015, le Ministère fera la promotion d'une identité nationale commune qui repose sur un sentiment d'appartenance au pays, des valeurs communes, et la connaissance et l'expérience du Canada qui font ressortir l'importance du legs que représentent son histoire et son patrimoine. En route vers 2017 (150^e anniversaire du Canada), le Ministère mettra en valeur d'importants événements historiques marquants afin de renforcer l'identité nationale et de mieux faire comprendre notre histoire et notre patrimoine communs. Le Ministère offrira des occasions de mieux faire connaître l'histoire du Canada, ses institutions et ses réalisations, et ce, afin de susciter la fierté d'être Canadien et de multiplier les occasions d'honorer notre passé et d'inspirer notre avenir.</p> <p>Quels sont les plans pour réaliser cette priorité :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Définir un cadre pour les célébrations du 150^e anniversaire du Canada qui repose sur les consultations menées dans toutes les régions du pays. ▪ Travailler avec la population canadienne afin d'appuyer des projets communautaires, des célébrations locales et d'autres initiatives visant à célébrer le 150^e anniversaire du Canada. ▪ Célébrer un certain nombre d'événements et de personnages de l'histoire nationale qui ont façonné le Canada d'aujourd'hui. ▪ Faciliter la contribution des organismes du portefeuille à des initiatives comme l'organisation de célébrations marquant des anniversaires importants menant au 150^e anniversaire du Canada en 2017, afin d'accroître l'accessibilité des Canadiens aux arts, à l'histoire, au patrimoine et à la culture. ▪ Organiser la visite de Leurs Altesses Royales le prince de Galles et la duchesse de Cornouailles en mai 2014. ▪ Achever la construction du Monument de la guerre de 1812 et du Monument national de l'Holocauste. ▪ Entreprendre la modernisation d'Artefacts Canada, le répertoire national sur le Web d'information sur les collections des musées canadiens, afin d'offrir des capacités de recherche améliorées et de faciliter la contribution des musées. ▪ Apporter des changements aux programmes du patrimoine en vue de rendre plus accessible l'histoire du Canada et d'apporter un complément au Musée canadien de l'histoire créé récemment. ▪ Appuyer des projets d'infrastructure visant l'amélioration des installations d'organismes voués au patrimoine. 		

Priorité 2	Type	Résultats stratégiques et programmes
Un secteur culturel prospère : développer les occasions à l'ère du numérique et de la mondialisation	Permanente	Résultat stratégique 1: Programmes 1.1, 1.2, et 1.3
Description		
<p>Pourquoi est-ce une priorité?</p> <p>C'est à la fin du 20^e siècle que l'ère de la mondialisation et du numérique a progressé et a eu une incidence sur la vie culturelle du Canada. Ce phénomène continue de se développer au 21^e siècle et exige une adaptation constante à un environnement mondialisé et numérisé où l'expression novatrice de l'identité canadienne par la culture et la créativité contribue au mieux-être collectif et à la prospérité économique du pays.</p> <p>La créativité des Canadiens représente un atout incomparable pour favoriser la prospérité, l'innovation et la compétitivité globale du Canada dans un marché mondial, tout en contribuant à la qualité de vie des Canadiens. Le Ministère s'adaptera et harmonisera certains de ses programmes et de ses politiques afin de mettre en place un cadre propice où les créateurs et les entrepreneurs culturels canadiens sont les piliers d'un secteur culturel prospère, innovant et concurrentiel sur le plan national et international, aussi bien dans l'environnement traditionnel que numérique.</p> <p>Le Ministère aidera les bénéficiaires et les intervenants à exploiter judicieusement les possibilités offertes par les nouvelles technologies et à profiter pleinement des avantages qu'elles procurent afin de favoriser l'accès des Canadiens aux œuvres culturelles, tout en respectant les droits des créateurs. Le Ministère œuvrera pour que les expériences et les produits culturels canadiens rejoignent leurs publics de manière à rendre disponibles et accessibles des contenus canadiens diversifiés au Canada et à l'étranger.</p> <p>Quels sont les plans pour réaliser cette priorité :</p> <ul style="list-style-type: none"> Investir dans des activités de programme artistiques et culturelles de base. Aider le secteur des arts, les industries culturelles et les organismes voués au patrimoine à s'adapter et à prospérer dans un environnement numérique en constante évolution afin qu'ils puissent attirer un auditoire plus large et améliorer l'expérience des Canadiens à l'égard des arts et de la culture. Faire avancer les négociations de coproductions audiovisuelles avec les partenaires. Soutenir le choix des consommateurs à l'égard des canaux télévisuels dans le cadre du programme du gouvernement en faveur des consommateurs. Appuyer le programme du gouvernement en matière de politique commerciale en contribuant et en participant aux négociations commerciales et en élargissant la portée des accords commerciaux internationaux pour y inclure les intérêts culturels du Canada. Favoriser l'accès à des contenus numériques au moyen d'une variété d'appareils et de plateformes. Poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation du droit d'auteur</i>. 		

Priorité 3	Type	Résultats stratégiques et programmes
Rassembler les Canadiens : investir dans nos collectivités	Permanente	Résultat stratégique 1 : Programme 1.1 Résultat stratégique 2 : Programmes 2.1, 2.2 et 2.3 Résultat stratégique 3 : Programme 3.1
Description <p>Pourquoi est-ce une priorité?</p> <p>Le Ministère appuiera les activités culturelles et sportives ainsi que les activités d'apprentissage et d'éducation civique des collectivités et de leurs organismes. En appuyant ces activités qui reposent sur les réalités locales et communautaires, le Ministère favorise le partage de la diversité de nos expressions culturelles et la compréhension de notre histoire et de notre patrimoine, contribuant de ce fait à établir des liens entre les collectivités et à créer des collectivités saines et dynamiques dotées d'un profond sentiment d'identité canadienne.</p> <p>En outre, le Ministère appuie les efforts visant à accroître la connaissance qu'ont les Canadiens de l'histoire, des symboles, des institutions, des cultures, des langues et des valeurs fondamentales de leur pays, et ce, en soulignant le rôle que jouent ces connaissances et expériences du Canada dans le développement d'un profond sentiment d'identité canadienne. Patrimoine canadien contribue à bâtir des collectivités dynamiques dans un Canada prospère en appuyant les efforts déployés afin de permettre aux Canadiens de connaître leur pays grâce à l'engagement communautaire et à la participation civique, ainsi qu'aux célébrations et aux commémorations nationales et communautaires.</p> <p>Le sport continuera d'apporter une contribution remarquable à l'identité, à la culture, à la société et à l'économie canadiennes en améliorant la santé des Canadiens, en bâtissant des collectivités fortes et en favorisant l'inclusion sociale. Comme le sport permet de mettre en évidence les exploits canadiens, tant au pays qu'à l'étranger, le Ministère appuiera, au moyen d'investissements stratégiques, le développement continu du système sportif canadien, entraînant ainsi des effets directs et indirects sur les collectivités. Le Ministère reconnaît le sport comme un important facteur social, culturel et économique qui profite à tous les Canadiens, et il s'engage à favoriser son développement, du terrain de jeu jusqu'au podium.</p> <p>Le Ministère continuera de faire les efforts nécessaires pour s'assurer que les communautés de langue officielle en situation minoritaire puissent s'épanouir dans leur langue et que nos deux langues officielles soient reconnues comme des composantes clés de notre identité canadienne.</p> <p>Quels sont les plans pour réaliser cette priorité :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en vedette nos athlètes qui compétitionneront dans un esprit de fierté et d'unité nationale sous l'unifolié. ▪ Appuyer la préparation des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto en coordonnant les services fédéraux essentiels et en appuyant l'organisation hôte et d'autres intervenants. ▪ Soutenir le développement d'une stratégie culturelle dans le cadre des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto, qui réussit à mobiliser les Amériques et qui met en valeur la culture canadienne au pays et à l'étranger. ▪ Collaborer avec les provinces et les territoires, ainsi qu'avec des partenaires du secteur privé et du secteur sans but lucratif, en vue d'encourager les jeunes dans les domaines de l'activité physique et des arts. ▪ Appuyer la mise en œuvre des initiatives des 14 partenaires fédéraux de la <i>Feuille de route pour les langues officielles du Canada</i>. ▪ Continuer de faciliter le soutien du secteur privé pour les organisations du secteur des arts par le biais des programmes de financement des arts. 		

- Collaborer avec les provinces et les territoires en vue d'améliorer l'apprentissage des deux langues officielles par les jeunes Canadiens.

Priorité 4	Type	Résultats stratégiques et programmes
Servir les Canadiens : assurer l'efficacité des opérations et l'excellence de la prestation des services	Permanente	Tous les résultats stratégiques et tous les programmes.
Description		
<p>Pourquoi est-ce une priorité?</p> <p>Le Ministère appuiera l'objectif du gouvernement de rétablir l'équilibre budgétaire et de gérer ses ressources de façon efficiente. En 2014-2015, il se concentrera sur son objectif d'accroître l'efficacité de ses opérations et d'améliorer sa productivité dans la prestation de services aux Canadiens. Le Ministère reconnaît l'importance de ses employés dans l'atteinte de ses objectifs prioritaires, et demeure déterminé à disposer d'un effectif motivé et compétent qui fait preuve d'innovation et qui est voué à l'excellence du service.</p> <p>Quels sont les plans pour réaliser cette priorité :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Participer à l'initiative Objectif 2020 de la fonction publique et mobiliser les employés pour définir la fonction publique de demain. ▪ Établir un cadre qui permet d'appliquer une démarche cohérente et équitable en matière de gestion du rendement et favoriser l'excellence par l'établissement d'objectifs clairs et par l'évaluation des résultats obtenus, et ce, afin de rencontrer les exigences de la nouvelle <i>Directive sur la gestion du rendement</i> du gouvernement Canada qui entrera en vigueur le 1^{er} avril 2014. ▪ Promouvoir l'excellence organisationnelle en assurant une administration prudente des activités de dotation et une gestion efficace des ressources humaines. ▪ Repérer et former des chefs de file et des gestionnaires qui incarnent des normes élevées en matière de valeurs et d'éthique, leur permettant ainsi de créer des conditions de travail qui incitent les employés à faire preuve d'excellence et d'innovation et d'accroître leur productivité afin de transformer la façon dont le Ministère mène ses activités et offre des services. ▪ Compléter la mise en œuvre du système de subventions et contributions et lancer la prochaine phase de l'Initiative de modernisation des subventions et contributions (IMSC) visant à offrir des services en ligne. ▪ Concevoir de nouvelles façons de maintenir la stabilité financière du Ministère, et ce, par le biais de l'innovation et l'efficacité. ▪ Poursuivre la mise en œuvre de l'Initiative de modernisation de la tenue de documents et élaborer des stratégies visant à améliorer les pratiques de gestion de l'information afin de répondre au besoin grandissant de renseignements opportuns, cohérents, accessibles et fiables. ▪ Participer à la <i>Stratégie fédérale de développement durable de 2013-2016</i> et contribuer au Thème IV (Écologisation des opérations gouvernementales). 		

Analyse des risques

Risque	Stratégie de réaction au risque	Lien vers l'Architecture d'alignement des programmes
Gestion des personnes La possibilité que les efforts déployés pour renforcer les compétences du personnel et conserver les connaissances et l'expertise essentielles puissent s'avérer insuffisants pour relever d'éventuels défis en matière de politiques et de prestation de services.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Concevoir des modes alternatifs pour faciliter le transfert des connaissances organisationnelles. ▪ Entreprendre un examen fondé sur les risques de l'effectif et des besoins du milieu de travail pour déterminer les priorités en matière d'apprentissage, dans le but d'en corriger les lacunes et de mettre sur pied l'effectif de demain. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Tous les programmes. ▪ Tous les programmes.
État de préparation à la transformation de politiques et de programmes En dépit de sa forte capacité en matière de politiques et de programmes, Patrimoine canadien pourrait avoir des difficultés à fournir en temps opportun des conseils en réponse aux changements rapides apportés à l'orientation stratégique, aux priorités ainsi qu'aux besoins des intervenants.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Maintenir des stratégies de consultation efficaces des intervenants lors des processus d'élaboration des politiques et des programmes. ▪ Faire participer davantage les membres du portefeuille, les ministères et les organismes centraux à l'analyse de la conjoncture et au processus de réflexion sur les politiques à moyen et à long terme. ▪ Soutenir des capacités en matière de politique pour assurer l'état de préparation à fournir des avis par l'intermédiaire de travail d'élaboration de politiques axées sur l'avenir, au niveau des directions générales et des secteurs. ▪ Faire participer le Comité des programmes et des politiques aux réflexions sur les politiques à moyen et à long terme (ex. cadres de politiques, questions horizontales). ▪ Mettre en œuvre l'Initiative de modernisation des subventions et contributions, axée sur le risque, afin de rationaliser les mesures en place, développer des pratiques innovatrices, poursuivre les efforts en vue de réduire le fardeau administratif pour les clients et les agents de programme et améliorer la prestation des subventions et contributions. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Services internes. ▪ Services internes. ▪ Tous les programmes. ▪ Tous les programmes. ▪ Tous les programmes.

Gestion financière La possibilité qu'un mauvais alignement des ressources disponibles et des livrables ait un impact sur la charge de travail globale et la capacité du Ministère à livrer son mandat de manière efficace et efficiente.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Orienter la planification stratégique et opérationnelle de façon à concentrer les ressources sur les secteurs prioritaires (4 priorités ministérielles). ▪ Mettre en œuvre des mesures de rationalisation de l'Initiative de modernisation des subventions et contributions axées sur le risque, de façon à garantir la prestation de programmes et de services rentables et à respecter les normes de service et assurer la bonne gestion. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Services internes. ▪ Services internes.
--	--	--

Le ministère du Patrimoine canadien s'acquitte de ses responsabilités législatives dans un environnement en constante évolution. La démographie changeante du Canada et les innovations intéressantes qui émergent dans l'environnement numérique font partie des facteurs qui influent sur la façon dont le Ministère exerce son mandat et répond aux besoins des Canadiens.

Afin de relever ces défis et bien d'autres, le Profil de risque organisationnel 2012-2015 du Ministère énumère des mesures d'atténuation visant à contrer trois risques potentiels majeurs, à savoir : la gestion des personnes, l'état de préparation à la transformation de politiques et de programmes, et la gestion financière. Le Ministère mettra en œuvre plusieurs initiatives visant à atténuer ces risques, y compris des interventions qui répondent aussi aux priorités du gouvernement. Parmi ces initiatives, mentionnons la gestion du rendement, la transformation des systèmes de technologie de l'information, et la modernisation de la prestation de services liés aux subventions et aux contributions.

Dépenses prévues*

Ressources financières budgétaires (Dépenses prévues – en dollars)

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
1 390 049 987	1 390 049 987	1 134 667 073	1 094 960 624

*Veuillez vous référer aux *Liens avec le Budget des dépenses* (p. ii) et aux *Définitions* (p. iv) de la section précédant la table des matières pour de l'information générale à ce sujet.

Ressources humaines (Équivalent temps plein – ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
1 724,4	1 608,1	1 605,6

Les décisions au sujet du financement seront prises dans le cadre du processus budgétaire normal et seront considérées au besoin dans le Budget supplémentaire des dépenses.

Sommaire de la planification budgétaire par résultat stratégique et programme (en dollars)*

Programme	Dépenses réelles 2011-2012	Dépenses réelles 2012-2013	Dépenses projetées 2013-2014	Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
Résultat stratégique 1 : Les expressions artistiques et le contenu culturel canadiens sont créés et accessibles au pays et à l'étranger							
Programme 1.1 : Arts	110 408 610	117 834 528	119 530 619	116 604 709	116 604 709	43 282 257	43 282 258
Programme 1.2 : Industries culturelles	311 281 772	304 377 508	304 427 054	302 346 433	302 346 433	285 102 350	285 101 554
Programme 1.3 : Patrimoine	40 082 115	40 005 590	42 774 748	39 577 341	39 577 341	35 573 581	35 573 582
Résultat stratégique 1 Total partiel	461 772 497	462 217 626	466 732 421	458 528 483	458 528 483	363 958 188	363 957 394
Résultat stratégique 2 : Les Canadiens partagent, expriment et apprécient leur identité canadienne.							
Programme 2.1 : Appartenance au Canada	78 087 318	79 587 588	58 469 612	64 436 036	64 436 036	61 134 942	60 321 943
Programme 2.2 : Engagement et participation communautaire	82 267 781	47 473 128	46 680 119	44 583 276	44 583 276	44 627 015	43 437 166
Programme 2.3 : Langues officielles	359 492 916	359 434 835	351 189 943	353 135 274	353 135 274	353 285 256	353 035 256
Résultat stratégique 2 Total partiel	519 848 015	486 495 551	456 339 674	462 154 586	462 154 586	459 047 213	456 794 365
Résultat stratégique 3 : Les Canadiens participent et excellent dans les sports							
Programme 3.1 : Sport	213 206 286	224 955 539	339 118 085	398 057 989	398 057 989	241 657 316	204 203 716
Résultat stratégique 3 Total partiel	213 206 286	224 955 539	339 118 085	398 057 989	398 057 989	241 657 316	204 203 716
Services internes	113 665 106	73 758 839	85 645 107	71 308 929	71 308 929	70 004 356	70 005 149
Total	1 308 491 904	1 247 427 555	1 347 835 287	1 390 049 987	1 390 049 987	1 134 667 073	1 094 960 624

*Les explications des écarts dans ce tableau se trouvent à la page suivante.

Explication des écarts par programme

Arts

L'écart observé de 2014-2015 à 2015-2016 pour le programme Arts est attribuable au fait qu'une partie du financement du Fonds du Canada pour la présentation des arts et du Programme du Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération, ainsi que le financement du Fonds du Canada pour les espaces culturels et du Fonds du Canada pour l'investissement en culture, devraient prendre fin* au terme de l'exercice 2014-2015.

Industries culturelles

L'écart observé de 2014-2015 à 2015-2016 pour le programme Industries culturelles est attribuable au fait qu'une partie du financement du Fonds de la musique du Canada et du Fonds du livre du Canada devrait prendre fin au terme de l'exercice 2014-2015.

Patrimoine

L'écart observé de 2014-2015 à 2015-2016 pour le programme Patrimoine est attribuable au fait qu'une partie du financement du Réseau canadien d'information sur le patrimoine (Musée virtuel du Canada) devrait prendre fin au terme de l'exercice 2014-2015.

Appartenance au Canada

L'écart observé de 2012-2013 à 2013-2014 et les années à venir pour le programme Appartenance au Canada s'explique principalement par l'élimination du Programme Katimavik et du Programme des expositions internationales, annoncée dans le Budget 2012 (plan d'action pour la réduction du déficit). L'écart observé de 2013-2014 à 2014-2015 s'explique principalement par le transfert du programme Expérience de la capitale de la Commission de la capitale nationale, annoncé dans le Budget 2013. L'écart observé de 2014-2015 à 2015-2016 est attribuable au fait qu'une partie du financement du Fonds pour l'histoire du Canada (ouvrages de référence en ligne) devrait prendre fin au terme de l'exercice 2014-2015.

Engagement et participation communautaire

L'écart observé de 2011-2012 à 2012-2013 et les années à venir dans le programme Engagement et participation communautaire s'explique principalement par le transfert de volets du Programme des Autochtones à Affaires autochtones et Développement du Nord Canada. L'écart observé de 2013-2014 à 2014-2015 est attribuable au fait qu'une partie du financement pour le Programme des Autochtones, plus particulièrement l'Initiative des langues autochtones, devrait prendre fin au terme de l'exercice 2013-2014.

Langues officielles

L'écart observé de 2012-2013 à 2013-14 pour le programme Langues officielles était principalement attribuable au fait que le financement pour la *Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013* devait prendre fin au terme de l'exercice 2012-2013.

*Veuillez vous référer aux *Définitions* (p. iv) de la section précédant la table des matières pour de l'information générale à ce sujet.

Sport

L'écart observé de 2012-2013 à 2013-2014 pour le programme Sport s'explique principalement par le financement à durée limitée des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto, ainsi qu'au financement du programme de Participaction et du Grand défi Pierre Lavoie qui devrait prendre fin au terme de l'exercice 2013-2014. L'écart observé de 2014-2015 à 2016-2017 est attribuable au fait que le financement des Jeux panaméricains et parapanaméricains prendra fin au terme de l'exercice 2015-2016.

Services internes

L'écart observé de 2011-2012 à 2012-2013 pour les Services internes s'explique principalement par la mise en œuvre d'initiatives internes par Patrimoine canadien, comme la modernisation de ses services internes, et ce, afin de travailler efficacement sans compromettre la qualité et le niveau de service relatif à l'exécution des programmes. L'écart est également attribuable à une modification de la méthode de répartition des coûts et au transfert de fonds à Services partagés Canada dans le cadre de l'Examen des services administratifs. L'écart observé de 2012-2013 à 2013-2014 s'explique principalement par l'inclusion dans les dépenses projetées de 2013-2014 du report du budget de fonctionnement et des besoins en matière de rémunération qui ne sont pas accordés aux ministères dans le cadre du processus d'examen des prévisions budgétaires et ne sont donc pas pris en compte dans le Budget principal des dépenses et dans les dépenses prévues.

Harmonisation avec les résultats du Gouvernement du Canada

Dépenses prévues pour 2014-2015 par Secteur de dépenses du Cadre pangouvernemental¹⁸ (en dollars)

Résultat stratégique	Programme	Secteur de dépenses	Résultats du Gouvernement du Canada	Dépenses prévues 2014-2015
RS 1 : Les expressions artistiques et le contenu culturel canadiens sont créés et accessibles au pays et à l'étranger.	1.1 Arts	Affaires sociales	Une culture et un patrimoine dynamiques	116 604 709
	1.2 Industries culturelles	Affaires sociales	Une culture et un patrimoine dynamiques	302 346 433
	1.3 Patrimoine	Affaires sociales	Une culture et un patrimoine dynamiques	39 577 341
RS 2 : Les Canadiens partagent, expriment et apprécient leur identité canadienne	2.1 Appartenance au Canada	Affaires sociales	Une société diversifiée favorable à la dualité linguistique et à l'inclusion sociale	64 436 036
	2.2 Engagement et participation communautaire	Affaires sociales	Une société diversifiée favorable à la dualité linguistique et à l'inclusion sociale	44 583 276
	2.3 Langues officielles	Affaires sociales	Une société diversifiée favorable à la dualité linguistique et à l'inclusion sociale	353 135 274
RS 3 : Les Canadiens participent et excellent dans les sports.	3.1 Sport	Affaires sociales	Une culture et un patrimoine dynamiques	398 057 989

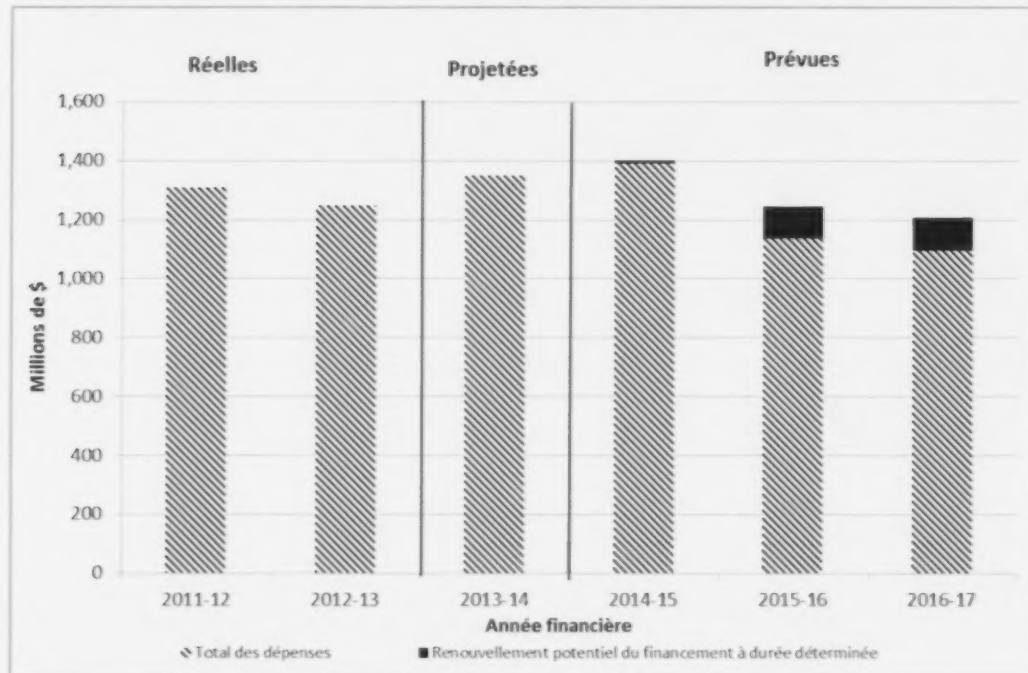
Total des dépenses prévues par secteur de dépenses (en dollars)

Secteur de dépenses	Total des dépenses prévues
Affaires économiques	0
Affaires sociales	1 318 741 058*
Affaires internationales	0
Affaires gouvernementales	0

* Le Ministère joue un rôle crucial dans la vie sociale et économique des Canadiens et ses investissements engendrent des bénéfices socioéconomiques considérables. À ce titre, les dépenses inscrites dans le tableau ci-dessus sont imputées à deux secteurs de dépenses, à savoir les affaires sociales et les affaires économiques.

Tendances relatives aux dépenses du Ministère

Graphique des tendances relatives aux dépenses du Ministère



La réduction des dépenses réelles de 2011-2012 à 2012-2013 est attribuable principalement au transfert à Affaires autochtones et Développement du Nord Canada des volets suivants du Programme des Autochtones : Centres d'amitié autochtones, Connexions culturelles pour la jeunesse autochtone et Jeunesse Canada au travail pour les jeunes Autochtones en milieu urbain. La mise en œuvre des mesures d'économie du Budget 2012 a aussi eu un impact sur le budget global du Ministère. De plus, le Ministère a réduit ses dépenses de fonctionnement dans le cadre d'initiatives visant à garantir la viabilité financière.

L'augmentation des dépenses projetées en 2013-2014 et des dépenses prévues jusqu'en 2015-2016 est principalement attribuable au financement du Programme d'accueil des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto (368 M\$ de 2012-2013 à 2015-2016). Compte tenu du portrait financier des Jeux, les dépenses du Ministère diminueront en 2016-2017.

La baisse résiduelle des dépenses prévues en 2015-2016 et 2016-2017 est principalement attribuable à la fin du financement temporisé des initiatives et programmes suivants : Fonds du Canada pour la présentation des arts, Fonds du Canada pour les espaces culturels, Programme du Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération, Fonds du Canada pour l'investissement en culture, Fonds de la musique du Canada, Fonds du livre du Canada, Ouvrages de référence en ligne, Initiatives des langues autochtones, Musée virtuel du Canada, Grand Défi Pierre Lavoie et Participation.

Les décisions au sujet du financement seront prises dans le cadre du processus budgétaire normal et seront considérée, s'il y a lieu, dans le Budget supplémentaire des dépenses.

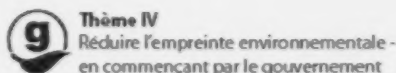
Budget des dépenses par crédits votés

Pour plus d'informations sur nos crédits organisationnels, prière de consulter le *Budget principal des dépenses 2014-2015*.¹⁹

Contribution à la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD)

La Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) de 2013-2016²⁰, déposée le 4 novembre 2013, oriente les activités de développement durable du gouvernement du Canada pour la période de 2013-2016. La SFDD présente les priorités du développement durable à l'échelle fédérale du Canada pour une période de trois ans, comme l'exige la *Loi fédérale sur le développement durable* (LFDD).

Le ministère du Patrimoine canadien contribue au thème IV – Réduire l'empreinte environnementale – en commençant par le gouvernement, tel qu'indiqué par l'identificateur visuel ci-dessous.



Ces contributions sont des composantes des programmes et des sous-programmes suivants, et sont expliquées plus à fond dans la section II:

- Programme – Services internes.

Le ministère du Patrimoine canadien s'assure également que son processus de prise de décision prend en considération les cibles et objectifs de la SFDD, ceci par le biais de l'évaluation environnementale stratégique (EES). Dans le cadre de l'EES, tout projet de politique, de plan ou programme comprend une analyse de ses répercussions sur l'environnement, et notamment sur la réalisation des objectifs et cibles de la SFDD. Les résultats des EES sont rendus publics lorsqu'une initiative est annoncée ou approuvée, illustrant ainsi la prise en compte des facteurs environnementaux dans le processus de prise de décisions.

Vous pouvez obtenir de plus amples renseignements sur les activités du ministère du Patrimoine canadien à l'appui du développement durable en consultant la section II du présent RPP et le [site Web du ministère du Patrimoine canadien](#)²¹. Pour obtenir plus de détails sur la Stratégie, veuillez consulter le site Web de la [Stratégie fédérale de développement durable](#)²².

Section II – Analyse des programmes et des sous-programmes par résultat stratégique

1. Résultat stratégique : Les expressions artistiques et le contenu culturel canadiens sont créés et accessibles au pays et à l'étranger.

1.1 Programme : Arts

Description : Ce programme améliore l'accès des Canadiens à une variété d'expériences artistiques, contribue à la résilience du secteur des arts et approfondit les liens entre les organismes culturels et leurs communautés. Ceci est accompli grâce à des programmes de financement qui appuient des établissements qui proposent une formation de haut calibre aux artistes et interprètes pour les préparer à des carrières professionnelles; la présentation de festivals artistiques professionnels ou de saisons de spectacles; l'amélioration de l'infrastructure artistique et patrimoniale; et l'amélioration des pratiques d'affaires des organismes voués aux arts et au patrimoine et au développement de partenariats dans le secteur. Le concept de base est d'encourager l'accès, la résilience et l'excellence des arts pour tous les Canadiens.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
116 604 709	116 604 709	43 282 257	43 282 258

Ressources humaines (ETP²³)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
137,2	50,1	50,1

L'écart observé de 2014-2015 à 2015-2016 est principalement attribuable au fait qu'une partie du financement de ce programme devrait prendre fin au terme de l'exercice 2014-2015.

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les artistes canadiens sont préparés à entreprendre une carrière dans les arts au Canada et à l'étranger.	Pourcentage minimum d'employeurs qui évaluent que les diplômés du Fonds du Canada pour la formation dans le secteur des arts sont mieux préparés à une carrière professionnelle que les diplômés d'autres programmes.	60	Mars 2015

La viabilité des organismes voués aux arts et au patrimoine qui reçoivent le soutien de Patrimoine canadien est accrue.	Nombre moyen de sources de financement (autres que Patrimoine canadien), pour chaque bénéficiaire.	5	Mars 2015
Les Canadiens de diverses collectivités géographiques ont accès à des activités artistiques, culturelles et patrimoniales.	Pourcentage de collectivités rurales* rejointes par le Fonds du Canada pour la présentation des arts et le Fonds du Canada pour les espaces culturels.	50	Mars 2015

*Rurale : collectivité ayant une population de moins de 50 000 habitants.

Faits saillants de la planification

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le programme des Arts continuera d'administrer les subventions et les contributions qui sont octroyées aux partenaires et aux projets admissibles.

Le programme et ses sous-programmes appuieront également les priorités ministérielles suivantes : 1) *Célébrer notre patrimoine et notre histoire : en route vers 2017*; 2) *Un secteur culturel prospère : développer les occasions à l'ère du numérique et de la mondialisation*; 3) *Rassembler les Canadiens : investir dans nos collectivités*; 4) *Servir les Canadiens : assurer l'efficacité des opérations et l'excellence de la prestation des services*.

Pour ce faire, le programme des Arts entreprendra les initiatives clés suivantes en 2014-2015 :

- Accorder la priorité aux subventions et aux contributions appuyant des projets qui favorisent les partenariats et l'innovation dans le secteur des arts et du patrimoine, et qui fournissent l'occasion de tirer pleinement parti de la technologie numérique.
- Accorder la priorité aux subventions et aux contributions appuyant des projets qui contribuent à accroître la connaissance et le degré d'appréciation des Canadiens à l'égard de l'histoire de leur pays.
- Accorder la priorité aux subventions et aux contributions appuyant des projets qui contribuent à la prospérité, à la vitalité et à la qualité de vie des collectivités.

L'arrivée à échéance du financement alloué au Fonds du Canada pour la présentation des arts, au Fonds du Canada pour les espaces culturels, au Fonds du Canada pour l'investissement en culture et au Programme du Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération sera considérée dans le cadre du processus budgétaire normal.

1.1.1 Sous-programme : Fonds du Canada pour la présentation des arts

Description : Le Fonds du Canada pour la présentation des arts (FCPA) vise à permettre aux Canadiens d'avoir accès à des expériences artistiques professionnelles des plus variées dans leur communauté. Il offre une aide financière aux organismes sans but lucratif canadiens qui présentent professionnellement des festivals artistiques ou des séries de spectacles ainsi qu'aux organismes qui les soutiennent. Le FCPA appuie également l'émergence de diffuseurs et d'organismes d'appui à la diffusion pour les communautés mal desservies ou pour des pratiques artistiques. Le but est que les Canadiens de toutes les régions vivent et valorisent une variété d'expériences artistiques professionnelles. Ce programme a recours au financement des paiements de transfert suivants : Subventions en vertu du FCPA et contributions en vertu du FCPA.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
34 492 272	17 161 846	17 161 847

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
54,0	30,3	30,3

L'écart observé de 2014-2015 à 2015-2016 est principalement attribuable au fait qu'une partie du financement de ce programme devrait prendre fin au terme de l'exercice 2014-2015.

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les organismes de diffusion financés par le FCPA offrent une variété d'expériences artistiques professionnelles aux Canadiens.	Degré d'atteinte des cibles du CMR, sur une échelle de 1 à 5*, qui ont trait à un éventail de disciplines artistiques professionnelles offertes par les bénéficiaires du FCPA.	5**	Mars 2015
Les Canadiens, y compris ceux des collectivités mal desservies partout au Canada, se mobilisent et participent à une variété d'expériences artistiques professionnelles offertes par les organismes de diffusion financés par le FCPA.	Degré d'atteinte des cibles du CMR, sur une échelle de 1 à 5*, qui ont trait au type de collectivités mal desservies***, par les bénéficiaires du FCPA.	5**	Mars 2015

*Les indicateurs de rendement sont évalués sur une échelle de cinq points comme suit : 1 = 0 à 24 % des cibles atteintes; 2 = 25 à 49 % des cibles atteintes; 3 = 50 à 79 % des cibles atteintes; 4 = 80 à 99 % des cibles atteintes; 5 = 100 % et plus des cibles atteintes.

**5 indique que la cible a été atteinte ou dépassée.

***Les communautés mal desservies sont notamment celles-ci : Autochtones, collectivités ethnoculturelles, communautés de langue officielle en situation minoritaire et jeunes.

Faits saillants de la planification

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le FCPA continuera d'accorder des subventions et des contributions aux organismes canadiens sans but lucratif, aux autres ordres de gouvernement ou organismes gouvernementaux, ainsi qu'aux institutions autochtones équivalentes qui présentent de manière professionnelle des festivals artistiques ou des séries de spectacles. Le FCPA continuera également d'accorder des subventions et des contributions aux organismes d'appui à la diffusion.

Pour ce faire, le FCPA entreprendra les initiatives clés suivantes en 2014-2015 :

- Soutenir des projets qui favorisent les partenariats et l'innovation dans le secteur des arts et qui donnent l'occasion de tirer pleinement parti de la technologie numérique.
- Soutenir des projets qui contribuent à la prospérité, à la vitalité et à la qualité de vie des collectivités.

1.1.2 Sous-programme : Fonds du Canada pour les espaces culturels

Description : Le Fonds du Canada pour les espaces culturels (FCEC) a pour objectif de favoriser l'amélioration des conditions matérielles liées à la création, à la diffusion, à la présentation et à l'exposition d'œuvres artistiques et patrimoniales. Le programme vise également à améliorer et à rendre plus accessibles aux Canadiens les arts de la scène, les arts visuels, les arts médiatiques, les collections muséales et les expositions patrimoniales. Pour réaliser ces objectifs, le FCEC accorde une aide financière sous la forme de subventions et de contributions pour des projets de construction ou de rénovation, l'achat d'équipement spécialisé ou des études de faisabilité pour des projets d'infrastructures culturelles pour les arts et le patrimoine. Le but est de donner accès aux Canadiens dans toutes les régions, y compris les communautés mal desservies, à des espaces nouveaux ou améliorés consacrés aux arts et au patrimoine pour la création, la présentation, la préservation et les expositions dans leur milieu. Ce programme a recours au financement des paiements de transfert suivants : Subventions en vertu du FFCEC et contributions en vertu du FCEC.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
29 341 340	-	-

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
37,1	0,0	0,0

L'écart observé de 2014-2015 à 2015-2016 est attribuable au fait que le financement de ce programme devrait prendre fin au terme de l'exercice 2014-2015.

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les organismes du domaine des arts et du patrimoine disposent de ressources permettant de mettre en place et d'améliorer des installations et des infrastructures.	Nombre minimum de nouvelles installations ou d'installations améliorées dans le secteur des arts et du patrimoine.	75	Mars 2015
	Pourcentage minimum de projets d'infrastructure et d'équipement spécialisé soutenus par Patrimoine canadien mis en œuvre dans des collectivités mal desservies.	15	Mars 2015

Faits saillants de la planification

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le FCEC continuera d'accorder des subventions et des contributions aux organismes canadiens sans but lucratif du secteur des arts et du patrimoine, aux autres ordres de gouvernement ou organismes gouvernementaux, ainsi qu'aux institutions ou organisations autochtones équivalentes, pour des projets de construction ou de rénovation, l'achat d'équipement spécialisé et des études de faisabilité concernant des projets d'infrastructure culturelle.

Pour ce faire, le FCEC entreprendra les initiatives clés suivantes en 2014-2015 :

- Soutenir des projets qui favorisent les partenariats et l'innovation dans le secteur des arts et du patrimoine, et qui donnent l'occasion de tirer pleinement parti de la technologie numérique.
- Soutenir des projets qui contribuent à la prospérité, à la vitalité et à la qualité de vie des collectivités.

1.1.3 Sous-programme : Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération

Description : Le Programme du Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération est un programme à bénéficiaire unique qui fournit un financement d'opération au Centre des arts de la Confédération à l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.). Le Centre des arts de la Confédération est le seul monument commémoratif national des Pères de la Confédération et le « lieu de naissance de la Confédération ». Le Centre incite les Canadiens à célébrer, par l'intermédiaire des arts et du patrimoine, la vision créatrice de la Confédération et l'évolution de la nation canadienne. Bien que la majorité de ses revenus proviennent de recettes (par ex. la vente de billets), grâce à du financement pluriannuel régulier, le Centre jouit d'une certaine stabilité qui lui permet de planifier et de gérer efficacement ses activités d'une année à l'autre, et d'offrir une programmation d'arts visuels, d'arts de la scène et de patrimoine qui reflète la créativité du Canada. Les

bénéficiaires ultimes du Programme sont les Canadiens ainsi que les visiteurs étrangers qui entrent en contact avec le Centre, en participant à un spectacle ou un événement, en visitant la galerie d'art, en participant aux activités de rayonnement, en assistant à une tournée ou une exposition ailleurs au Canada ou à l'extérieur du pays, ou en visitant le site Web du Centre. Ce programme a recours au financement des paiements de transfert suivants : Contribution en vertu du Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
3 274 832	1 475 788	1 475 788

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
2,5	2,5	2,5

L'écart observé de 2014-2015 à 2015-2016 est principalement attribuable au fait qu'une partie du financement de ce programme devrait prendre fin au terme de l'exercice 2014-2015.

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les visiteurs canadiens et internationaux ont accès à des programmes artistiques et patrimoniaux de qualité qui reflètent la créativité du Canada et constituent une expression contemporaine de la vision des Pères de la Confédération.	Pourcentage minimum de clients qui indiquent avoir eu une expérience très bonne ou excellente.	70	Mars 2015
	Degré d'atteinte des cibles du CMR, sur une échelle de 1 à 5*, qui ont trait au nombre de visiteurs aux représentations, aux expositions, aux activités de sensibilisation, et sur le site Web	4**	Mars 2015

*Les indicateurs de rendement sont évalués sur une échelle de cinq points comme suit : 1 = 0 à 24 % des cibles atteintes; 2 = 25 à 49 % des cibles atteintes; 3 = 50 à 79 % des cibles atteintes; 4 = 80 à 99 % des cibles atteintes; 5 = 100 % et plus des cibles atteintes.

**4 indique que 80% ou plus des cibles ont été atteintes.

Faits saillants de la planification

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le Programme du Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération continuera d'offrir un mécanisme au moyen duquel des fonds d'exploitation seront octroyés au Centre des arts de la Confédération.

1.1.4 Sous-programme : Fonds du Canada pour la formation dans le secteur des arts

Description : Le Fonds du Canada pour la formation dans le secteur des arts (FCFSA) vise à contribuer au perfectionnement des créateurs canadiens et de futurs chefs de file, sur le plan culturel, dans le secteur des arts au Canada, et ce, en appuyant la formation d'artistes très prometteurs par l'intermédiaire d'établissements qui proposent une formation de haut calibre. Il accorde une aide financière aux établissements canadiens professionnels indépendants à but non lucratif qui se spécialisent dans la prestation de cours intensifs ciblés et axés sur la pratique. Ces établissements offrent une formation professionnelle du plus haut niveau dans des disciplines telles que le ballet, la danse contemporaine, le théâtre, les arts du cirque et la musique (opéra, formation orchestrale), etc. Il accorde aussi une aide financière à certains établissements de formation qui reflètent les pratiques artistiques autochtones et ethnoculturelles. Les Canadiens, ainsi que le monde entier, bénéficient d'œuvres artistiques de la plus grande qualité réalisées par des artistes canadiens formés au Canada dans les établissements soutenus par le programme. Ce programme a recours au financement des paiements de transfert suivants : Contributions en vertu du FCFSA.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
24 640 984	24 644 623	24 644 623

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
17,3	17,3	17,3

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les diplômés en arts ont des carrières professionnelles au Canada et à l'échelle internationale.	Pourcentage minimum de finissants en arts ayant une carrière dans leur domaine au Canada et à l'étranger.	75	Mars 2015

Faits saillants de la planification

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le FCFSA continuera d'accorder des contributions aux établissements canadiens professionnels indépendants sans but lucratif qui se spécialisent dans la prestation de cours ciblés, intensifs et axés sur la pratique artistique.

Pour ce faire, le FCFSA révisera avant la date limite du 30 juin 2014, les lignes directrices relatives aux demandes de financement afin de les rendre plus claires.

1.1.5 Sous-programme : Fonds du Canada pour l'investissement en culture

Description : Le Fonds du Canada pour l'investissement en culture (FCIC) aide les organismes voués aux arts et au patrimoine à générer et à diversifier leurs sources de revenus, à renforcer leurs compétences et leurs aptitudes en affaires et à mieux s'ancrer dans leurs collectivités. Trois volets lui permettront d'atteindre ces objectifs. Le volet Incitatifs aux fonds de dotation offre des subventions en contrepartie des fonds recueillis au profit d'organismes artistiques professionnels à but non lucratif. Le volet Initiatives stratégiques finance les projets améliorant l'efficacité des pratiques de gestion et d'affaires de multiples organismes. Appui limité aux organismes artistiques en situation précaire est un volet rarement utilisé permettant au gouvernement fédéral de s'associer avec d'autres niveaux de gouvernement et le secteur privé dans le but d'aider un organisme voué aux arts qui est près de la faillite à assurer sa durabilité s'il possède une bonne stratégie d'affaires. Ce programme a recours au financement des paiements de transfert suivants : Subventions en vertu du FCIC et contributions en vertu du FCIC.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
24 855 281	-	-

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
26,4	0,0	0,0

L'écart observé de 2014-2015 à 2015-2016 est attribuable au fait que le financement de ce programme devrait prendre fin au terme de l'exercice 2014-2015.

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les organismes artistiques et patrimoniaux reçoivent un soutien au sein des collectivités canadiennes.	Nombre minimum d'initiatives nouvelles ou conservées, par demandeur/bénéficiaire.	3	Mars 2015
	Nombre minimum de partenariats nouveaux ou conservés et d'autres soutiens communautaires, par demandeur/bénéficiaire.	3	Mars 2015
	Montant minimum (en millions de dollars) recueilli au moyen de dons du secteur privé par des organismes artistiques qui présentent une demande au volet Incitatifs aux fonds de dotation et sont admissibles à celui-ci.	18	Mars 2015

Faits saillants de la planification

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le FCIC continuera d'accorder des subventions et des contributions dans le cadre de trois volets : Incitatifs aux fonds de dotation, Initiatives stratégiques et Appui limité aux organismes artistiques en situation précaire.

Pour ce faire, le FCIC entreprendra les initiatives clés suivantes en 2014-2015 :

- Soutenir des projets qui favorisent les partenariats et l'innovation dans le secteur des arts et du patrimoine, et qui donnent l'occasion de tirer pleinement parti de la technologie numérique.
- Soutenir des projets qui contribuent à accroître la connaissance et le degré d'appréciation des Canadiens à l'égard de l'histoire de leur pays.
- Soutenir des projets qui contribuent à la prospérité, à la vitalité et à la qualité de vie des collectivités.

1.2 Programme : Industries culturelles

Description : Ce Programme soutient les industries culturelles canadiennes à s'adapter à un marché mondial exigeant et en évolution. Cet objectif est atteint grâce à la prestation de subventions, contributions, crédits d'impôt, ainsi que par des politiques, des mesures législatives et réglementaires. Favoriser la compétitivité et les extrants créatifs de ces industries veille à ce que les auditoires canadiens et internationaux aient accès à un éventail de contenu canadien dans une variété de formats et de plateformes et contribue à l'économie canadienne.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
302 346 433	302 346 433	285 102 350	285 101 554

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
233,1	223,0	223,0

L'écart observé de 2014-2015 à 2015-2016 est principalement attribuable au fait qu'une partie du financement de ce programme devrait prendre fin au terme de l'exercice 2014-2015.

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Une variété de contenu culturel canadien est créée et produite.	Degré d'atteinte des cibles du CMR, sur une échelle de 1 à 5*, qui représente la variété de contenu culturel canadien créé et produit.	5**	Mars 2015

Le contenu culturel canadien est accessible au Canada et à l'étranger.	Degré d'atteinte des cibles du CMR, sur une échelle de 1 à 5*, qui ont trait à l'accessibilité au contenu culturel canadien au Canada et à l'étranger.	5**	Mars 2015
Les industries culturelles canadiennes appuyées par Patrimoine canadien contribuent à la prospérité économique du Canada.	Produit intérieur brut (PIB) culturel, en milliards de dollars.	25,5	Mars 2015

*Les indicateurs de rendement sont évalués sur une échelle de cinq points comme suit : 1 = 0 à 24 % des cibles atteintes; 2 = 25 à 49 % des cibles atteintes; 3 = 50 à 79 % des cibles atteintes; 4 = 80 à 99 % des cibles atteintes; 5 = 100 % et plus des cibles atteintes.

**5 indique que la cible a été atteinte ou dépassée.

Faits saillants de la planification

Le Ministère continuera de soutenir les industries culturelles et les créateurs canadiens afin de promouvoir leur compétitivité sur le marché mondial et de s'assurer qu'ils contribuent à la prospérité économique du Canada et à la qualité de vie des Canadiens. Au moyen de ses investissements, le Ministère fera en sorte que des publics canadiens et internationaux aient accès à une variété de contenus canadiens dans des formats variés et sur de multiples plateformes.

Patrimoine canadien continuera d'appuyer les industries canadiennes du film et de la vidéo, du livre, des périodiques, de la musique, de la radiodiffusion et des médias numériques interactifs afin qu'elles puissent tirer pleinement parti des occasions offertes par les technologies numériques et qu'elles puissent également s'adapter et prospérer dans un environnement en constante évolution.

Le programme et ses sous-programmes appuieront également les priorités ministérielles suivantes : 1) *Célébrer notre patrimoine et notre histoire : en route vers 2017*; 2) *Un secteur culturel prospère : développer les occasions à l'ère du numérique et de la mondialisation*; 3) *Rassembler les Canadiens : investir dans nos collectivités*; 4) *Servir les Canadiens : assurer l'efficacité des opérations et l'excellence de la prestation des services*.

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, ce programme entreprendra les initiatives clés suivantes en 2014-2015 :

- Poursuivre les négociations de traités de coproduction audiovisuelle avec les partenaires.
- Appuyer le programme du gouvernement du Canada en matière de commerce international.
- Favoriser le choix du consommateur en matière de canaux télévisuels dans le cadre du programme gouvernemental en faveur des consommateurs.
- Compléter la mise en œuvre de la *Loi sur la modernisation du droit d'auteur*.

Les initiatives clés de ce programme visent à faire en sorte que les sous-programmes appuient efficacement les industries culturelles canadiennes.

L'arrivée à échéance du financement alloué au Fonds de la musique du Canada et au Fonds du livre du Canada sera considérée dans le cadre du processus budgétaire normal.

1.2.1 Sous-programme : Radiodiffusion et communications numériques

Description : La direction générale de la radiodiffusion et des communications numériques fournit des conseils sur le cadre stratégique et réglementaire global de la radiodiffusion et des communications numériques au Canada, y compris des conseils sur la *Loi sur la radiodiffusion*. Celle-ci vise notamment à faire en sorte que des émissions canadiennes soient créées et que les Canadiens y aient accès.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
5 714 361	5 734 044	5 734 043

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
43,9	43,9	43,9

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les Canadiens bénéficient de choix de programmation canadienne.	Part d'auditoire minimum des émissions canadiennes exprimée en pourcentage de l'ensemble de l'écoute des services de télévision canadiens.	50	Août 2015
	Rayonnement du contenu numérique canadien et des applications, financés par le Fonds des médias du Canada, mesuré en millions de visites sur les plateformes numériques.	17	Octobre 2015

Faits saillants de la planification

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le sous-programme Radiodiffusion et communications numériques continuera à fournir des conseils sur les lois, les politiques et les cadres réglementaires qui régissent le secteur canadien de la

radiodiffusion et des communications numériques. La surveillance continue de l'évolution des facteurs socioéconomiques et des technologies numériques permettra de s'assurer que les cadres législatifs et de politique publique demeurent efficaces et pertinents.

1.2.2 Sous-programme : Fonds des médias du Canada

Description : Le Fonds des médias du Canada (FMC), un partenariat public-privé, accorde du financement destiné à la création de contenu numérique convergent pour la télévision dans les deux langues officielles et à la création d'applications et de contenu non-linéaires et avant-gardistes conçus pour la diffusion sur de multiples plateformes (p. ex. les émissions télévisées, l'Internet et/ou les téléphones cellulaires). Les investissements du FMC sont axés sur la création de contenu que les Canadiens veulent et ils exploitent la possibilité qu'offrent les nouvelles technologies de diffuser le contenu aux Canadiens quand ils le veulent et où ils le veulent. Les organismes appuyés par le FMC comprennent entre autres les entreprises canadiennes de production télévisuelle et interactive et des médias numériques. Les Canadiens en tant que consommateurs d'émissions convergentes et les créateurs de contenu et d'applications avant-gardistes constituent le groupe cible ultime. Les communautés autochtones, les communautés de langue officielle en situation minoritaire, ainsi que des communautés d'autres langues diverses bénéficient également d'enveloppes de financement particulières pour la production. Ce programme a recours au financement des paiements de transfert suivants : Contributions en vertu du programme du FMC.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
135 204 306	135 208 855	135 208 855

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
8,3	8,3	8,3

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Le contenu non linéaire et les applications d'avant-garde sont créés en raison de leur potentiel commercial ou à des fins d'utilisation par le public.	Nombre minimum de projets de contenu non linéaire et d'applications d'avant-garde* appuyés par le Fonds des médias du Canada.	60	Octobre 2015

Les Canadiens regardent les émissions de télévision ou le contenu convergent numérique soutenus par le Fonds des médias du Canada ou interagissent avec ceux-ci.	Niveau d'heures d'écoute (en millions d'heures annuellement) des productions télévisuelles de langue anglaise soutenues par le Fonds des médias du Canada.	1 660	Octobre 2015
	Niveau d'heures d'écoute (en millions d'heures annuellement) des productions télévisuelles de langue française soutenues par le Fonds des médias du Canada.	980	Octobre 2015

* Contenu non linéaire et applications d'avant-garde : contenu ou applications ayant un caractère innovateur présentés sur une plateforme numérique ou élaborés pour une telle plateforme qui permet une interaction, comme offrir aux utilisateurs de contrôler les progrès ou d'orienter une histoire ou une présentation.

Faits saillants de la planification

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le FMC continuera de soutenir les industries culturelles canadiennes à s'adapter à un marché mondial exigeant et en évolution. Grâce à une analyse des tendances économiques et technologiques, le FMC continuera à adapter son approche afin de permettre aux industries culturelles de continuer de rejoindre des publics canadiens et mondiaux.

Pour ce faire, le FMC entreprendra les initiatives clés suivantes en 2014-2015 :

- Appuyer la création d'émissions convergentes numériques pour la télévision dans les deux langues officielles ou dans des langues autochtones, aux fins de distribution sur au moins deux plateformes, dont la télévision.
- Soutenir le développement et la création de contenus et d'applications avant-gardistes et non linéaires, créés exclusivement pour des plateformes numériques autres que la télévision.

1.2.3 Sous-programme : Politique du film et de la vidéo

Description : La Politique du film et de la vidéo appuie le cadre politique, législatif et réglementaire global du secteur de l'audiovisuel au niveau fédéral en favorisant la création d'un éventail de films et de vidéos et en assurant l'accès à un contenu canadien par des auditoires canadiens et internationaux. De plus, la Politique met en application de façon plus particulière la Politique canadienne sur la coproduction audiovisuelle régie par des traités en renégociant les traités de coproduction existants et en en négociant de nouveaux traités.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
2 214 811	2 219 361	2 219 361

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
21,5	21,5	21,5

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les longs métrages canadiens sont disponibles au Canada et à l'étranger.	Part du marché (pourcentage) des recettes des billets vendus au Canada pour les longs métrages canadiens.	5	Décembre 2015
Les politiques du film et de la vidéo soutiennent la production d'une variété de contenu audiovisuel canadien.	Budget total (en milliards de dollars) des productions cinématographiques et télévisuelles (y compris la part canadienne des coproductions).	2,5	Mars 2015
Les négociations de traités régissant les coproductions vont bon train avec des pays clés prioritaires.	Nombre de négociations de traités en cours avec des partenaires étrangers.	8	Mars 2015

Faits saillants de la planification

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le sous-programme Politique du film et de la vidéo continuera à surveiller et à mesurer l'accès aux longs métrages canadiens sur une variété de plateformes, et ce, afin d'élargir les publics canadiens et internationaux.

Pour ce faire, Politique du film et de la vidéo entreprendra les initiatives clés suivantes en 2014-2015 :

- Poursuivre les négociations en cours de traités de coproduction audiovisuelle.
- Entamer la négociation de traités de coproduction audiovisuelle avec de nouveaux pays afin de présenter le Canada comme partenaire de choix pour la coproduction.

1.2.4 Sous-programme : Crédits d'impôt pour production cinématographique ou magnétoscopique

Description : Le Bureau de certification des produits audio-visuels canadiens (BCPAC) administre avec l'Agence du revenu du Canada (ARC) les programmes de crédits d'impôt suivants afin d'appuyer l'industrie du film et de la télévision au Canada : 1) Le Crédit d'impôt pour production cinématographique ou magnétoscopique canadienne (CIPC) encourage la création d'émissions canadiennes et l'essor d'un secteur de production canadien indépendant et dynamique. Il est accessible aux compagnies de production canadiennes pour des productions considérées au titre de contenu canadien; les productions admissibles doivent satisfaire à des critères précis concernant le personnel

clé de création et les coûts de la production. Le CIPC correspond à 25 pour cent des dépenses de main d'œuvre admissibles; 2) Le Crédit d'impôt pour services de production cinématographique ou magnétoscopique (CISP) encourage l'emploi de Canadiens, par des sociétés canadiennes ou étrangères imposables ayant un établissement stable au Canada. Le CISP équivaut à 16 pour cent des traitements et salaires payés à des résidents du Canada ou à des sociétés canadiennes imposables pour des services rendus relativement à une production au Canada.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
359 805	364 355	364 355

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
39,7	39,7	39,7

Le sous-programme de Crédits d'impôt pour production cinématographique ou magnétoscopique est financé principalement par les recettes nettes en vertu d'un crédit, qui réduisent le montant présenté comme dépenses prévues.

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les productions cinématographiques et télévisuelles à contenu canadien reçoivent une certification de Patrimoine canadien.	Nombre de productions cinématographiques ou télévisuelles canadiennes soutenues par le crédit d'impôt pour production cinématographique ou magnétoscopique canadienne.	1 000	Mars 2015
Des productions cinématographiques et télévisuelles à contenu non canadien utilisant des services de production canadiens reçoivent une certification de Patrimoine canadien	Nombre de productions cinématographiques et télévisuelles étrangères filmées au Canada qui reçoivent un crédit d'impôt pour services de production cinématographique ou magnétoscopique.	150	Mars 2015

Faits saillants de la planification

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le BCPAC continuera d'effectuer le suivi des frais de service perçus afin d'assurer une gestion financière équilibrée du programme tout en veillant à ce que les normes de service soient respectées.

De plus, le BCPAC continuera d'exercer une saine gestion du programme pour la certification des productions canadiennes et des coproductions visées par un traité, et ce, par le maintien et le renforcement des relations avec des partenaires clés tels que l'Agence du revenu du Canada et Téléfilm Canada.

1.2.5 Sous-programme : Fonds de la musique du Canada

Description : Le Fonds de la musique du Canada appuie les activités des créateurs, des artistes et des entrepreneurs canadiens de la musique afin d'assurer l'accès à un large éventail de contenu musical canadien. Le Fonds comprend les volets suivants : 1) Entrepreneurs de la musique : appui financier aux entreprises établies qui ont fait leur preuve ainsi qu'aux organismes nationaux de service, pour la création, la production et la commercialisation de musique canadienne, dont des tournées; 2) Nouvelles œuvres musicales : appui financier aux artistes et petits et moyens entrepreneurs de la musique pour la création, la production et la commercialisation de musique canadienne, dont la présence à des vitrines musicales; 3) Initiatives collectives : appui financier pour la réalisation de diverses activités collectives visant à favoriser le rayonnement des artistes canadiens au pays et à l'étranger; 4) Souvenirs de la musique canadienne : appui financier pour la préservation du patrimoine musical canadien pour les générations futures. Ce programme a recours au financement des paiements de transfert suivants : Subventions en vertu du Fonds de la musique du Canada et contributions en vertu du Fonds de la musique du Canada.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
25 663 227	17 292 174	17 292 174

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
16,8	11,1	11,1

L'écart observé de 2014-2015 à 2015-2016 est principalement attribuable au fait qu'une partie du financement de ce programme devrait prendre fin au terme de l'exercice 2014-2015.

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Un éventail de styles de musique canadienne est produit par les bénéficiaires du Fonds de la musique du Canada.	Nombre de productions de musique canadienne qui ont reçu l'appui du Fonds de la musique du Canada.	300	Mars 2015
La musique canadienne soutenue par le Fonds de la musique du Canada est accessible au Canada et à l'étranger.	Pourcentage de la part du marché national des albums d'artistes financés par le Fonds de la musique du Canada.	18	Juin 2015

	Ventes internationales, en millions d'albums, d'artistes financés par le Fonds de la musique du Canada.	1	Juin 2015
--	---	---	-----------

Faits saillants de la planification

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le Fonds de la musique du Canada continuera d'investir dans les activités de base afin d'assurer le soutien des artistes, des entrepreneurs et des organismes de l'industrie canadienne de la musique.

Pour ce faire, le Fonds de la musique du Canada entreprendra l'initiative clé suivante en 2014-2015 :

- Examen de l'étude de 2014 du Comité permanent du patrimoine canadien sur l'industrie canadienne de la musique.

1.2.6 Sous-programme : Fonds du livre du Canada

Description : Le Fonds du livre du Canada appuie les activités des éditeurs canadiens du livre en plus de celles des autres secteurs de l'industrie afin d'assurer l'accès à un large éventail de livres d'auteurs canadiens. Cette aide est versée dans le cadre des sources de financement suivantes : 1) Soutien aux éditeurs, appui financier accordé principalement selon une formule récompensant la distribution de contenu valorisé par les Canadiens. Ce financement contribue à maintenir la production et la promotion de livres d'auteurs canadiens en compensant pour les coûts élevés de l'édition au Canada et en renforçant la capacité du secteur; et 2) Soutien aux organisations, appui financier favorisant le développement de l'industrie canadienne du livre et du marché pour ses produits en aidant les associations de l'industrie et les organismes connexes à entreprendre des projets collectifs apportant des résultats profitables à l'industrie et, par conséquent, aux lecteurs de partout. Ce programme a recours au financement des paiements de transfert suivants : Subventions en vertu du Fonds du livre du Canada et contributions en vertu du Fonds du livre du Canada.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
39 653 882	30 715 670	30 715 671

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
29,2	24,8	24,8

L'écart observé de 2014-2015 à 2015-2016 est principalement attribuable au fait qu'une partie du financement de ce programme devrait prendre fin au terme de l'exercice 2014-2015.

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Un éventail de livres d'auteurs canadiens est produit par les bénéficiaires du Fonds du livre du Canada.	Nombre de titres d'auteurs canadiens publiés par les bénéficiaires du Fonds du livre du Canada.	5 500	Mars 2015
Les livres d'auteurs canadiens soutenus par le Fonds du livre du Canada sont lus au Canada et à l'étranger.	Valeur, en millions de dollars canadiens, des ventes à l'échelle nationale et internationale des livres d'auteurs canadiens publiés par les éditeurs bénéficiaires du Fonds du livre du Canada.	425	Mars 2015

Faits saillants de la planification

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le Fonds du livre du Canada continuera d'investir dans les activités de base afin d'assurer le soutien aux éditeurs et aux organismes de l'industrie canadienne du livre.

1.2.7 Sous-programme : Fonds du Canada pour les périodiques

Description : Le Fonds du Canada pour les périodiques appuie les activités des éditeurs et des organismes de magazines et de journaux non quotidiens canadiens afin d'assurer l'accès à une variété de magazines et de journaux non quotidiens canadiens. Le Fonds comporte les volets suivants : 1) Aide aux éditeurs : appui financier (accordé selon une formule) aux magazines et aux journaux non quotidiens imprimés canadiens pour des activités d'édition telles que la distribution, la création de contenu, les activités en ligne et l'expansion commerciale; 2) Innovation commerciale : appui financier aux magazines imprimés ou en ligne pour des projets d'expansion commerciale et d'innovation; et 3) Initiatives collectives : appui financier aux organismes de magazines et de journaux non quotidiens canadiens pour la création de projets dans l'ensemble de l'industrie qui visent à rehausser la viabilité globale de l'industrie des magazines et des journaux non quotidiens canadiens. Ce programme a recours au financement des paiements de transfert suivants : Subventions en vertu du Fonds du Canada pour les périodiques et contributions en vertu du Fonds du Canada pour les périodiques.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
78 534 035	78 538 583	78 538 583

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
36,7	36,7	36,7

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Un éventail de périodiques canadiens soutenus par le Fonds du Canada pour les périodiques est produit.	Nombre de titres financés par le Fonds du Canada pour les périodiques publiés par les bénéficiaires du Fonds du Canada pour les périodiques.	850	Mars 2015
Les périodiques canadiens soutenus par le Fonds du Canada pour les périodiques sont lus par les Canadiens.	Nombre d'exemplaires, en millions, des titres financés par le Fonds du Canada pour les périodiques distribués à des Canadiens par année.	250	Mars 2015

Faits saillants de la planification

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le Fonds du Canada pour les périodiques continuera d'investir dans les activités de base afin d'assurer le soutien aux éditeurs de magazines et de journaux non quotidiens canadiens et aux organismes connexes, et ce, afin d'assurer la production et l'accessibilité à un grand choix de contenus canadiens. Une évaluation portant sur l'efficacité, l'efficience, la conception et la prestation du programme sera réalisée en 2014-2015, et pourrait servir à éclairer le développement du programme.

1.2.8 Sous-programme : Politique du droit d'auteur et du commerce international

Description : La Direction générale de la politique du droit d'auteur et du commerce international vise à soutenir l'élaboration d'un cadre de politique pour le droit d'auteur, cohérent et prévisible, qui favorise l'efficacité du marché tout en appuyant les intérêts des Canadiens. Ceci est accompli par la mise en œuvre de politiques et d'initiatives qui favorisent l'élaboration d'un régime canadien de droits d'auteur qui tient compte de l'évolution des contextes nationaux et internationaux. De plus, la Direction générale encourage la compréhension et l'application des mécanismes, règlements et lois du Canada en matière de droits d'auteur. Enfin, la Direction générale soutient le développement de positions canadiennes sur le droit d'auteur et la politique commerciale touchant la culture dans les négociations internationales. Ceci consiste à fournir, notamment, des avis d'expert aux négociateurs canadiens afin de veiller à ce que la représentation des intérêts culturels canadiens soit efficacement mis de l'avant dans les

négociations commerciales internationales, en maintenant la flexibilité requise pour la poursuite de nos objectifs de politique culturelle.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
2 919 406	2 934 876	2 934 876

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
26,5	26,5	26,5

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les intérêts des parties touchées sont pris en compte dans les conseils et l'information fournis relativement à la politique du droit d'auteur du Canada.	Étant donné la complexité de la nature à long terme et dynamique dans laquelle s'opère le changement lors de la mise en œuvre de politiques, les indicateurs de rendement et les cibles seront élaborés en tenant compte de ce fait afin d'illustrer les résultats attendus.		Mars 2015
Des conseils pertinents et en temps opportun sur les politiques en matière de droits d'auteur et du commerce international sont fournis afin que le Ministère puisse respecter ses priorités.	Étant donné la complexité de la nature à long terme et dynamique dans laquelle s'opère le changement lors de la mise en œuvre de politiques, les indicateurs de rendement et les cibles seront élaborés en tenant compte de ce fait afin d'illustrer les résultats attendus.		Mars 2015
Les intérêts du Canada en matière de droits d'auteur et de commerce culturel sont pris en compte et promus à l'échelle internationale.	Étant donné la complexité de la nature à long terme et dynamique dans laquelle s'opère le changement lors de la mise en œuvre de politiques, les indicateurs de rendement et les cibles seront élaborés en tenant compte de ce fait afin d'illustrer les résultats attendus.		Mars 2015

Faits saillants de la planification

La Direction générale de la politique du droit d'auteur et du commerce international entreprendra les initiatives clés suivantes en 2014-2015 :

- Compléter la mise en œuvre de la *Loi sur la modernisation du droit d'auteur*.
- Appuyer le programme du gouvernement du Canada en matière de commerce international, et contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de normes internationales sur le droit d'auteur et la culture.

- Veiller à l'atteinte des résultats attendus et entreprendre l'examen des indicateurs de rendement et des cibles.

1.2.9 Sous-programme : Examen des investissements dans le secteur culturel

Description : Le ministre du Patrimoine canadien est responsable de l'examen et de l'approbation des investissements effectués dans le secteur culturel par des investisseurs étrangers, conformément à la *Loi sur Investissement Canada* (la *Loi*) et à ses règlements, et ce, depuis 1999. La *Loi* vise à « instituer un mécanisme d'examen des investissements importants effectués au Canada par des non-Canadiens de manière à encourager les investissements au Canada et à contribuer à la croissance de l'économie et à la création d'emplois... » La direction générale de l'Examen des investissements dans le secteur culturel (EISC) administre la *Loi* en ce qui concerne les investissements proposés par les intérêts étrangers qui visent à établir de nouvelles entreprises ou à faire l'acquisition d'entreprises culturelles canadiennes. Il s'agit d'entreprises œuvrant dans les domaines de la publication, de la distribution ou de la vente de livres, de revues, de périodiques, de journaux ou de compositions musicales sous forme imprimée ou assimilable par une machine. Sont également visées les entreprises axées sur la production, la distribution, la vente ou la présentation d'enregistrements de musique audio ou vidéo ou de films ou de matériel vidéo. Le mandat de la division de l'EISC est d'appliquer la *Loi* à de tels investissements culturels afin de s'assurer qu'ils engendrent des bénéfices nets pour le Canada.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
863 324	869 695	869 694

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
8,4	8,4	8,4

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les investissements étrangers dans le secteur culturel représentent un avantage net pour les Canadiens.	Pourcentage des propositions d'investissements envoyées à Patrimoine canadien qui sont conformes à la <i>Loi sur Investissement Canada</i> .	100	Mars 2015
	Pourcentage des engagements des investisseurs étrangers respectés relativement à la création ou à la production de produits culturels canadiens en vertu de la <i>Loi sur Investissement Canada</i> .	100	Mars 2015

	Pourcentage des engagements des investisseurs étrangers respectés relativement à la vente, la distribution ou l'exposition de produits culturels canadiens en vertu de la <i>Loi sur Investissement Canada</i> .	100	Mars 2015
--	--	-----	-----------

Faits saillants de la planification

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, EISC entreprendra les initiatives clés suivantes en 2014-2015 :

- Continuer d'appliquer avec cohérence et efficacité la *Loi* aux investissements étrangers directs au sein du secteur culturel canadien afin qu'ils procurent un avantage net pour les Canadiens.
- Fournir des conseils, y compris des avis, relatifs à l'administration de la *Loi* dans les délais prévus par la *Loi*.
- Soumettre et rendre public un rapport annuel sur l'administration de la *Loi sur Investissement Canada*.
- Afficher trimestriellement sur son site Web une liste de toutes les demandes d'examen et de tous les avis d'investissement complétés.

1.2.10 Sous-programme : TV5

Description : Le programme TV5 appuie le partenariat international entre la France, la Fédération Wallonie-Bruxelles, la Suisse, le Québec et le Canada. Ce programme permet à des productions canadiennes d'être diffusées partout dans le monde via TV5MONDE. De plus, via TV5 Québec Canada, les Canadiens ont accès à une programmation télévisuelle diversifiée provenant de l'ensemble de la Francophonie internationale. Ce programme a recours au financement des paiements de transfert suivants : Subventions à TV5MONDE et contributions à TV5 Québec Canada.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
11 219 276	11 224 737	11 223 942

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
2,2	2,2	2,2

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Du contenu canadien fait partie des grilles de programmation internationale de TV5MONDE.	Pourcentage du contenu canadien diffusé sur TV5MONDE.	7	Mars 2015
Les Canadiens ont accès à la diversité de la Francophonie internationale par l'entremise de TV5 Québec Canada.	Nombre de foyers canadiens, en millions, ayant accès à TV5 Québec Canada.	6,9	Septembre 2014
	Pourcentage maximum de programmes de TV5 Québec Canada qui proviennent de la francophonie internationale (sauf le Canada).	85	Septembre 2014

Faits saillants de la planification

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le sous-programme TV5 continuera à contribuer à la création d'expressions artistiques et de contenus culturels canadiens accessibles au pays et à l'étranger grâce à des subventions et des contributions à TV5MONDE et TV5 Québec Canada.

La subvention à TV5MONDE permettra de :

- Continuer à assurer sa présence sur des plateformes multiples afin d'offrir un contenu francophone diversifié et original provenant de l'ensemble de la Francophonie, notamment du Canada.
- Offrir à plus de 200 millions de foyers dans le monde et à des millions d'internautes l'accès à des émissions, à des films et à des documentaires canadiens de langue française.
- Développer et d'améliorer sa diffusion haute définition, d'améliorer sa plateforme de diffusion de la télévision de rattrapage ainsi que son site Web, et d'accroître son contenu sous-titré en vue de maintenir sa part de marché et d'élargir son public sur toutes les plateformes.

La contribution à TV5 Québec Canada permettra de :

- Favoriser la création d'un contenu qui met en valeur la vitalité culturelle canadienne, tout en offrant aux Canadiens de toutes les régions du pays un accès à des émissions et à un contenu en ligne provenant de la Francophonie internationale.
- Enrichir ses plateformes de diffusion avec des questionnaires, des jeux, des capsules vidéo et du contenu favorisant l'apprentissage de la langue française.

1.3 Programme : Patrimoine

Description : Ce programme assure que le patrimoine culturel du Canada soit préservé et que tous les Canadiens y aient accès, aujourd'hui comme demain. Il permet aux intervenants du secteur du patrimoine d'améliorer leurs connaissances, leurs compétences et leurs pratiques professionnelles, de préserver et de présenter des collections et les objets patrimoniaux, ainsi que de créer et de mettre en circulation des expositions et d'autres formes de contenu patrimonial. Ceci est accompli grâce à des mesures de financement comme des subventions, des contributions et des incitatifs fiscaux; à la diffusion d'information; à la prestation de services d'experts, de formation et d'autres services; et à l'application de mesures réglementaires et législatives. Le but premier de ce programme est de promouvoir la préservation et la présentation du patrimoine culturel canadien.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
39 577 341	39 577 341	35 573 581	35 573 582

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
178,3	166,9	166,9

L'écart observé de 2014-2015 à 2015-2016 est principalement attribuable au fait qu'une partie du financement de ce programme devrait prendre fin au terme de l'exercice 2014-2015.

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les établissements et les travailleurs du patrimoine ont amélioré leurs connaissances, compétences et pratiques professionnelles.	Pourcentage de participants qui ont amélioré leurs connaissances, compétences et pratiques professionnelles.	80	Mars 2015
Les collections patrimoniales sont préservées par les établissements du patrimoine au profit des générations présentes et futures.	Nombre de collections patrimoniales et d'objets dont la préservation a été appuyée par des interventions de l'Institut canadien de conservation, le Programme d'aide aux musées et le Programme des biens culturels mobiliers.	9 350	Mars 2015

Les publics canadiens et internationaux accèdent au contenu présenté par les établissements du patrimoine.	Nombre de visites/visiteurs aux expositions itinérantes appuyées par le Programme d'indemnisation pour les expositions itinérantes au Canada ou le Programme d'aide aux musées et au contenu numérique patrimonial présenté sur le site du Musée Virtuel du Canada du Réseau canadien d'information sur le patrimoine.	4 300 000	Mars 2015
--	--	-----------	-----------

Faits saillants de la planification

En route vers 2017 (150^e anniversaire du Canada) offre une occasion importante de célébrer l'histoire du Canada ainsi que les personnes et les événements qui ont façonné le Canada. En juin 2013, le Ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles a présenté une série de nouvelles mesures visant à promouvoir l'histoire du Canada et il a annoncé le renforcement de certains programmes existants à Patrimoine canadien pour aider des groupes locaux, y compris les musées, qui souhaitent promouvoir l'histoire du Canada. Il a déclaré que « les Canadiens aimeraient mieux connaître leur histoire. Ces nouvelles mesures permettront d'élargir l'accès à l'histoire pour tous les Canadiens [...] ».

Le programme du Patrimoine continuera d'aider les organismes et les travailleurs voués au patrimoine à améliorer leurs connaissances, leurs compétences et leurs pratiques professionnelles, à préserver les collections et à permettre l'accès au contenu patrimonial en recherchant les occasions d'améliorer les connaissances et la compréhension des Canadiens de leur histoire et de leur patrimoine et en concentrant ses efforts dans les domaines clés suivants en 2014-2015 :

- Appuyer plus d'expositions itinérantes mettant en vedette l'histoire canadienne.
- Aider financièrement les musées qui désirent emprunter des artefacts de la collection nationale du Musée canadien de l'histoire.
- Prioriser le financement d'expositions virtuelles dont les éléments portent sur des jalons importants de l'histoire du Canada.
- Accorder la priorité au traitement de conservation des artefacts qui sont liés de près à des jalons historiques importants.

Les programmes et services offerts par le Groupe du patrimoine contribueront également à la priorité ministérielle 2) *Un secteur culturel prospère : développer les occasions à l'ère du numérique et de la mondialisation*, en s'assurant de l'accessibilité aux collections patrimoniales pour les générations futures. Cet objectif sera atteint avec la mise en œuvre des initiatives clés suivantes :

- Appuyer la création et la préservation des biens numériques, la mise à niveau des produits numériques ainsi que l'engagement par le truchement des médias sociaux et mobiles.
- Moderniser les produits et les services en ligne du Réseau canadien d'information sur le patrimoine pour les professionnels des musées, les enseignants et le grand public canadiens pour qu'ils soient durables sur le plan technologique et compatibles avec les nouveaux dispositifs utilisés par les Canadiens.
- S'assurer que les ateliers de formation, les ressources d'apprentissage en ligne et les conseils des experts pour les professionnels du patrimoine visent notamment à aider les musées et les centres d'archives à conserver leurs biens numériques.

Le programme et ses sous programmes appuieront également les priorités ministérielles suivantes : 1) *Célébrer notre patrimoine et notre histoire : en route vers 2017*; 3) *Rassembler les Canadiens : investir dans nos collectivités*; 4) *Servir les Canadiens : assurer l'efficacité des opérations et l'excellence de la prestation des services*.

L'arrivée à échéance du financement alloué au Musée virtuel du Canada sera considérée dans le cadre du processus budgétaire normal.

1.3.1 Sous-programme : Programme d'aide aux musées

Description : Le Programme d'aide aux musées (PAM) appuie les établissements et les travailleurs du patrimoine dans le but de préserver et de présenter des collections patrimoniales. Le PAM offre une aide financière aux musées et aux établissements apparentés canadiens pour des activités visant à faciliter l'accès des Canadiens à notre patrimoine, à favoriser la préservation du patrimoine culturel du Canada, notamment la préservation de collections représentatives du patrimoine culturel autochtone, et à favoriser l'essor des connaissances, des compétences et des pratiques professionnelles liées aux fonctions muséales clés. En appui à la Stratégie emploi jeunesse, le PAM aide les établissements du patrimoine à offrir des possibilités d'emplois d'été et de stages aux jeunes par l'entremise des volets de Jeunesse Canada au travail consacrés au patrimoine. Le PAM offre aussi des subventions par le biais du Programme des biens culturels mobiliers pour aider les établissements désignés à faire l'acquisition de biens culturels menacés d'exportation ou mis en vente sur les marchés internationaux. Ce programme a recours au financement des paiements de transfert suivants : Subventions en vertu du PAM et contributions en vertu du PAM.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
18 709 784	18 722 694	18 722 694

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
30,4	30,4	30,4

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les établissements du patrimoine favorisent le développement des capacités relatives aux fonctions muséales clés.	Pourcentage de bénéficiaires qui signalent une incidence sur les fonctions muséales clés.	80	Mars 2015
Les établissements du patrimoine ont accès à des ressources permettant de préserver le patrimoine.	Pourcentage de bénéficiaires qui signalent une incidence sur la préservation du patrimoine.	80	Mars 2015
Les établissements du patrimoine offrent aux Canadiens des occasions d'accéder au patrimoine.	Nombre de lieux proposant des expositions et d'autres activités et produits présentés au public.	50	Mars 2015

Faits saillants de la planification

En juin 2013, le gouvernement du Canada a annoncé la mise en œuvre de nouvelles mesures et de changements à cinq programmes existants dans le but de promouvoir une connaissance et une expérience accrues de l'histoire du Canada. Le PAM figure parmi les programmes de Patrimoine canadien qui ont été modifiés afin d'élargir l'accès au financement pour les organismes locaux qui souhaitent réaliser des projets dans ce sens. Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le PAM entreprendra les initiatives clés suivantes :

- Augmenter la production et l'échange d'expositions en éliminant l'exigence voulant que les expositions itinérantes voyagent au-delà de la province ou du territoire d'origine.
- Assurer la réalisation et la circulation d'expositions portant sur des événements ou des personnages clés de l'histoire canadienne (y compris par des organisations autochtones).
- Faciliter l'emprunt par des musées (y compris les petits musées) d'artefacts ou d'objets provenant des collections nationales du Musée canadien de l'histoire et du Musée canadien de la guerre à des fins d'exposition.

Le volet Jeunesse Canada au travail dans les établissements du patrimoine du PAM, qui appuie la création d'emplois et de stages dans le secteur du patrimoine, donnera la priorité au financement de projets liés aux jalons historiques menant aux célébrations de 2017.

Le programme de subventions des biens culturels mobiliers, une composante du PAM, continuera d'offrir un appui financier pour aider les établissements désignés à faire l'acquisition de biens culturels importants liés au patrimoine national, et ce, dans la foulée des célébrations des jalons de l'histoire du Canada marquant la route vers 2017.

La mise en œuvre de ces changements renforcera la capacité des organismes patrimoniaux d'offrir à la population canadienne des occasions d'accéder au patrimoine, aidant ainsi le programme à atteindre, sinon à dépasser les cibles fixées.

1.3.2 Sous-programme : Programme d'indemnisation pour les expositions itinérantes au Canada

Description : Par le biais du Programme d'indemnisation pour les expositions itinérantes au Canada (INDEM), établi en vertu de la *Loi sur l'indemnisation au Canada en matière d'expositions itinérantes*, le gouvernement du Canada assume un passif éventuel relativement à la perte ou à l'endommagement d'objets dans des expositions itinérantes admissibles. Les objectifs du programme sont d'améliorer l'accès de la population canadienne au patrimoine canadien et international grâce à la circulation d'artefacts et d'expositions au Canada, et à offrir aux établissements patrimoniaux admissibles du Canada un avantage concurrentiel lorsqu'ils se mesurent à des établissements étrangers pour l'emprunt d'expositions internationales prestigieuses. Les critères d'admissibilité et les limites fixées au passif éventuel assumé par le gouvernement sont décrits dans le Règlement afférent à la *Loi*. Afin d'être approuvés aux fins de l'indemnisation, les expositions et lieux de présentation doivent répondre aux normes d'évaluation. Lorsqu'une exposition est approuvée, le Programme prépare un accord d'indemnisation contractuel qui doit être signé par le propriétaire et par l'État. Il ne s'agit pas d'un programme de subventions et contributions. L'indemnisation se définit comme un passif éventuel, car une compensation n'est fournie que si la perte ou l'endommagement a lieu.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
409 444	411 151	411 151

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
4,3	4,3	4,3

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Des occasions sont créées pour que les Canadiens puissent avoir accès aux principales expositions itinérantes présentant le patrimoine culturel canadien et international.	Nombre de lieux d'exposition.	11	Mars 2015
	Nombre de provinces dans lesquelles les lieux d'expositions sont géographiquement distribués.	5	Mars 2015
	Nombre de visiteurs aux expositions indemnisées.	700 000	Mars 2016

Faits saillants de la planification

Le programme a récemment été bonifié par des amendements législatifs à la *Loi*, annoncés dans le Budget 2012²⁴. Les mesures législatives qui sont entrées en vigueur en juin 2012 doublent ainsi la limite d'indemnisation qui passe de 1,5 milliard de dollars à trois milliards de dollars et relèvent le soutien maximal disponible pour une seule exposition de 450 millions de dollars à 600 millions de dollars. Ces changements répondent à une requête de longue date de la part de musées qui n'ont pu voir leurs expositions indemnisées sous la limite précédente.

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, et tout en s'inspirant des succès de 2013-2014, ce programme entreprendra les initiatives clés suivantes en 2014-2015 :

- Évaluer les demandes en fonction de la nouvelle limite d'indemnisation de trois milliards de dollars afin de s'assurer que les musées canadiens puissent continuer d'emprunter des expositions internationales prestigieuses en réduisant leurs coûts d'assurance.
- Consulter des experts-conseils en vue d'atténuer les risques liés au programme.

1.3.3 Sous-programme : Réseau canadien d'information sur le patrimoine

Description : Le Réseau canadien d'information sur le patrimoine (RCIP) est un organisme de service spécial au sein du ministère du Patrimoine canadien. En tant que centre national d'expertise, le RCIP permet à près de 1 600 musées canadiens et autres établissements patrimoniaux membres de réseauter entre eux et avec leurs publics grâce aux technologies numériques. Le RCIP est un chef de file international en matière de création, de gestion, de présentation et de préservation de contenu patrimonial numérique. Il propose aux organismes sans but lucratif du secteur patrimonial du Canada de la recherche, des produits, des services et des forums axés sur le perfectionnement professionnel et le développement de carrière, ainsi que l'élaboration et la présentation de contenu. Le RCIP administre le portail du Musée virtuel du Canada (MVC), à l'adresse museevirtuel.ca, ainsi que les Programmes d'investissement du MVC. Le MVC est une initiative opérationnelle qui ne gère ni subventions ni contributions. En outre, le RCIP est responsable d'un site Web, Échange professionnel, destiné aux professionnels et bénévoles du secteur patrimonial, à l'adresse www.pro.rcip.gc.ca.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
8 538 355	4 484 254	4 484 254

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
53,8	42,4	42,4

L'écart observé de 2014-2015 à 2015-2016 est principalement attribuable au fait qu'une partie de ce financement de programme devrait prendre fin au terme de l'exercice 2014-2015.

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les sites d'apprentissage et de collaboration du Réseau canadien d'information sur le patrimoine sont utilisés par les institutions patrimoniales canadiennes et internationales, et les travailleurs.	Nombre de visites en ligne sur le site du Réseau canadien d'information sur le patrimoine pour les professionnels du patrimoine, le site d'échange professionnel et sur le site corporatif du Réseau canadien d'information sur le patrimoine.	1 300 000	Mars 2015
Les musées canadiens créent un contenu patrimonial numérique.	Nombre d'établissements membres du Réseau canadien d'information sur le patrimoine créant un contenu patrimonial numérique présenté à l'aide du portail du Musée Virtuel du Canada du Réseau canadien d'information sur le patrimoine.	1 625	Mars 2015
Le contenu patrimonial numérique canadien est accessible aux publics canadiens et étrangers.	Nombre total de produits présentés à l'aide du portail du Musée Virtuel du Canada du Réseau canadien d'information sur le patrimoine.	2 525	Mars 2015

Faits saillants de la planification

Le RCIP permet aux organismes canadiens sans but lucratif qui œuvrent dans le secteur du patrimoine, ainsi que leurs professionnels et leurs bénévoles, à trouver et à adopter des solutions collectives aux défis du numérique et à saisir les occasions qu'offre ce domaine. Des organismes membres de toutes tailles et de toutes disciplines, situés dans des collectivités réparties dans toutes les provinces et tous les territoires, alimentent le contenu devant être partagé avec les Canadiens, en particulier les enseignants et les auditoires plus jeunes.

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le RCIP entreprendra les initiatives clés suivantes en 2014-2015 :

- Continuer à aider les musées et d'autres établissements du patrimoine à tirer parti des technologies numériques en offrant de la formation, des ateliers, des ressources d'apprentissage en ligne et des conseils d'expert.
- Inaugurer une version modernisée du Programme Histoires de chez nous du MVC afin de permettre aux plus petits musées canadiens de capter et de présenter plus facilement leurs histoires locales en ligne à un public plus large.
- Rendre le contenu lié à l'histoire et au patrimoine davantage disponible aux éducateurs et aux étudiants grâce à un Centre des enseignants du MVC modernisé offrant des outils et un contenu adaptés aux plateformes d'enseignement d'aujourd'hui, y compris des téléphones intelligents, des tablettes et des tableaux blancs interactifs.

- Entreprendre la refonte d'Artefacts Canada – l'inventaire national des objets muséaux du Canada – afin d'offrir des capacités de recherche améliorées et un processus de contribution simplifié aux établissements participants.
- Continuer à investir dans des expositions virtuelles liées à des anniversaires clés liées à l'initiative En route vers 2017 (150^e anniversaire du Canada).
- Produire trois balados pour la série « Histoire de savoir » du RCIP en partenariat avec CBC/Radio-Canada et Via Rail.

Les sites Web gérés par le RCIP, ainsi que les stratégies de promotion en ligne connexes, continueront de faire en sorte qu'un contenu professionnel et public soit hautement visible dans les moteurs de recherche et fasse l'objet d'une promotion dans les médias sociaux. L'atteinte des cibles fixées, incluant le nombre de visites, est rendue possible grâce, en grande partie, au partenariat soutenu qu'entretient le Ministère avec les musées canadiens.

1.3.4 Sous-programme : Institut canadien de conservation

Description : L'Institut canadien de conservation (ICC) est un organisme de service spécial au sein du ministère du Patrimoine canadien. L'ICC appuie les établissements et les professionnels du patrimoine dans la conservation des collections patrimoniales du Canada afin qu'elles soient accessibles aux générations présentes et futures. Cette mission est accomplie par la recherche, des services spécialisés, le perfectionnement professionnel et l'information (site Web et publications). L'ICC possède une expertise en science de la conservation, en restauration d'objets patrimoniaux et d'œuvres d'art, en conservation préventive et des intérieurs patrimoniaux. Ses principaux clients représentent environ 2 000 établissements patrimoniaux du Canada, notamment les musées, les archives, les bibliothèques, et les lieux historiques, ainsi que les administrations publiques responsables de collections patrimoniales. Unique au Canada, l'ICC est considéré comme un chef de file dans la communauté internationale de la conservation et établit fréquemment des partenariats et des relations de collaboration pour la réalisation de projets de recherche et de diffusion de connaissances avec des institutions canadiennes et internationales.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
9 656 920	9 684 384	9 684 384

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
70,0	70,0	70,0

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les milieux du patrimoine canadien et international ont accès aux résultats des activités de recherche et de développement de l'Institut canadien de conservation.	Ratio d'articles de l'Institut canadien de conservation publiés dans des revues professionnelles et à comité de lecture canadiennes et étrangères par rapport au nombre de scientifiques en conservation équivalent temps plein.	1	Mars 2015
Les établissements et les travailleurs du patrimoine au Canada et à l'étranger utilisent les programmes et les documents d'apprentissage de l'Institut canadien de conservation.	Nombre d'utilisateurs des programmes et des documents d'apprentissage de l'Institut canadien de conservation.	150 000	Mars 2015
Les services d'experts de l'Institut canadien de conservation sont utilisés par les établissements du patrimoine dans le but de préserver leurs collections.	Nombre d'établissements du patrimoine qui bénéficient des services d'experts de l'Institut canadien de conservation.	130	Mars 2015

Faits saillants de la planification

L'ICC mettra en œuvre des initiatives visant l'amélioration continue des programmes et des services qui contribuent à la préservation des collections patrimoniales afin qu'elles soient accessibles aux Canadiens aujourd'hui et à l'avenir.

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, l'ICC entreprendra les initiatives clés suivantes en 2014-2015 :

- Acheter l'élaboration d'un plan stratégique tel que recommandé dans l'évaluation de l'ICC de 2012.
- Participer à l'initiative ministérielle En route vers 2017 (150^e anniversaire du Canada) en collaborant avec les clients, et ce, en vue de solliciter des objets patrimoniaux et des œuvres d'art ayant un rapport avec des anniversaires importants, de même qu'en les encourageant à soumettre ces objets pour un traitement de conservation ou une analyse scientifique à l'ICC. Lorsque les objets ayant subi un traitement sont retournés, l'ICC, en partenariat avec ses clients, pourrait également participer à la promotion du retour de l'objet traité et décrire les travaux de conservation effectués.
- Fournir de l'expertise en conservation pour la préservation des biens mobiliers patrimoniaux des édifices de l'Est, de l'Ouest et du Centre pendant les travaux

majeurs de rénovation sur la Colline du parlement avec la mise en œuvre d'un Protocole d'entente pluriannuel avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Direction générale de la Cité parlementaire (TPSGC-DGCP).

- Améliorer le site Web de l'ICC pour le rendre plus utile, et ce, en y ajoutant du contenu qui aidera les professionnels du milieu patrimonial à conserver leurs objets et leurs collections, et améliorer la structure et la présentation du contenu afin de faciliter, pour les clients, la recherche de l'information dont ils ont besoin.

1.3.5 Sous-programme : Programme des biens culturels mobiliers

Description : Le Programme des biens culturels mobiliers (PBCM) administre la *Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels*, qui vise à conserver au Canada les biens culturels présentant un intérêt exceptionnel et une importance nationale en vue de les rendre accessibles au sein de collections publiques. Le PBCM veille à réglementer l'exportation et à honorer les obligations du Canada en vertu de traités visant à combattre le trafic illicite de biens culturels. Le PBCM offre des services de secrétariat à la Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels, qui délivre des attestations aux fins de l'impôt afin d'encourager le don ou la vente de biens culturels à des établissements désignés, et qui entend les appels relatifs aux refus de licence d'exportation. De plus, le PBCM est responsable de désigner les établissements et les administrations publiques qui seront admissibles aux subventions et à l'attestation de biens culturels. La désignation repose sur l'évaluation de la mise en œuvre, par les établissements, des normes relatives aux conditions ambiantes et des pratiques professionnelles nécessaires pour assurer la préservation des biens culturels et leur accès à long terme.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
2 262 838	2 271 098	2 271 098

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
19,8	19,8	19,8

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les organismes désignés ont l'occasion d'acquérir des biens culturels importants.	Nombre d'objets/de collections attestés offerts en don/vendus par des intérêts privés à un organisme désigné.	5 000	Mars 2015

	Nombre de délais établis à l'exportation par année.	10	Mars 2015
Les biens culturels importés illégalement au Canada sont retournés à leur pays d'origine.	Nombre de retours.	3	Mars 2017

Faits saillants de la planification

Le PBCM administre la *Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels*, qui vise à donner aux organisations la possibilité de conserver au Canada des biens artistiques, historiques et scientifiques présentant un intérêt exceptionnel et une importance nationale en vue de les rendre accessibles aux Canadiens, aujourd'hui et à l'avenir. Le programme offre également des services de secrétariat à la Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels, un tribunal administratif indépendant constitué par la *Loi*, et qui relève du ministre du Patrimoine canadien.

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le PBCM entreprendra les initiatives clés suivantes en 2014-2015 :

- Moderniser la composante du programme portant sur les attestations aux fins de l'impôt en élaborant et en distribuant de nouveaux formulaires et de nouvelles lignes directrices ou leurs mises à jour, et en incitant les demandeurs à utiliser PBCM en ligne, un système Web servant à présenter les demandes d'attestation par voie électronique.
- Augmenter l'efficacité de la Commission grâce à une série d'instruments d'orientation et de procédures connexes.
- Moderniser la composante du programme portant sur la désignation en élaborant et en distribuant des formulaires et des lignes directrices mises à jour.
- Effectuer l'examen continu des organisations désignées de catégorie A afin de s'assurer que le PBCM maintient une liste de clients exacte et à jour.

Tout en poursuivant ces initiatives, le PBCM continuera de respecter ses normes de service et ses obligations prescrites par la *Loi*. Le programme prévoit contribuer à l'acquisition d'objets d'importance par des établissements du patrimoine dans tout le pays par l'entremise d'incitatifs fiscaux et de mesures de contrôle des exportations.

2. Résultat stratégique : Les Canadiens partagent, expriment et apprécient leur identité canadienne.

2.1 Programme : Appartenance au Canada

Description : Ce programme vise à promouvoir l'identité canadienne en inspirant chez les Canadiens la fierté et un idéal national. Il permet de célébrer le Canada et de le commémorer auprès des Canadiens et de renforcer la compréhension des valeurs partagées, de la diversité culturelle et de la connaissance du Canada. Il fait également la promotion de l'éducation civique et de la participation des Canadiens, incluant les jeunes, et leur donne l'occasion d'approfondir leurs connaissances et leur compréhension de la société canadienne, de sa diversité, de son histoire et de ses institutions. Ceci est accompli grâce à des mesures de financement comme des subventions et des contributions. Le concept fondamental de ce programme est de promouvoir la connaissance et les expériences du Canada auprès des Canadiens.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
64 436 036	64 436 036	61 134 942	60 321 943

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
147,0	147,0	147,0

L'écart observé de 2014-2015 à 2015-2016 est principalement attribuable au fait qu'une partie du financement de ce programme devrait prendre fin au terme de l'exercice 2014-2015, ainsi qu'à un report de fonds de 2016-2017 et 2017-2018 à 2014-2015 en raison des investissements requis dans le cadre du programme Expérience de la capitale.

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les Canadiens, notamment les jeunes connaissent et apprécient les valeurs et les intérêts communs au Canada.	Pourcentage des participants canadiens aux initiatives de Patrimoine canadien qui déclarent mieux connaître et apprécier le Canada.	75	Mars 2015
	Nombre de Canadiens rejoints par les activités, événements, commémorations et expositions (nombre de Canadiens participant aux événements offerts par le Canada en fête, soit durant la période du 21 juin au 1er juillet, ou des célébrations et événements spéciaux financés par le programme).	7 000 000	Mars 2017

Faits saillants de la planification

En route vers 2017 (150^e anniversaire du Canada), le Ministère poursuivra sur sa lancée en soulignant les jalons importants qui mènent à cette date.

Patrimoine canadien administrera la coordination des initiatives nationales pour souligner le 100^e anniversaire du début de la Première Guerre mondiale et le 75^e anniversaire du début de la Seconde Guerre mondiale. En utilisant des ressources existantes, le Ministère financera des activités qui donneront aux Canadiens des occasions de commémorer les deux guerres mondiales et, qui par le fait même, feront mieux connaître ces importants chapitres de l'histoire du Canada. En 2014-2015, Patrimoine canadien dirigera et coordonnera les plans des organismes fédéraux, conclura des alliances stratégiques pour étendre l'ampleur et la portée des commémorations, et travaillera de pair avec le ministère des Anciens Combattants Canada et le ministère de la Défense nationale pour organiser des événements soulignant les batailles marquantes.

En 2014, le Ministère soulignera le 150^e anniversaire des conférences de Charlottetown et de Québec, et le 200^e anniversaire de la naissance de Sir George-Étienne Cartier et de Sir John A. Macdonald. Le Ministère clôturera les commémorations de la guerre de 1812 et supervisera la planification de la construction d'un monument dans la Région de la capitale nationale.

En outre, en juin 2013, le gouvernement du Canada a mis en place une série de nouvelles mesures visant à promouvoir l'histoire du Canada²⁵. En 2014-2015, le Ministère continuera de mettre en œuvre ces mesures, y compris l'octroi des tout premiers Prix d'histoire du gouvernement du Canada, par l'entremise du nouveau Fonds pour l'histoire du Canada. Un certain nombre de programmes de Patrimoine canadien permettront également d'améliorer l'accès à des fonds pour des organismes qui souhaitent faire la promotion de l'histoire du Canada et offrir aux Canadiens, notamment les jeunes, des occasions d'approfondir leurs connaissances et leur compréhension de la société canadienne, de sa diversité, de son histoire et de ses institutions.

Le programme et ses sous-programmes appuieront également les priorités ministérielles suivantes : 1) *Célébrer notre patrimoine et notre histoire : en route vers 2017*; 2) *Un secteur culturel prospère : développer les occasions à l'ère du numérique et de la mondialisation*; 3) *Rassembler les Canadiens : investir dans nos collectivités*; 4) *Servir les Canadiens : assurer l'efficacité des opérations et l'excellence de la prestation des services*.

2.1.1 Sous-programme : Programme des célébrations et des commémorations

Description : Ce programme offre un financement sous forme de subventions et de contributions à des organisations non gouvernementales et communautaires pour des activités communautaires organisées au cours de la période du Canada en fête, du 21 juin au 1^{er} juillet. Ces activités célèbrent la Journée nationale des Autochtones le 21 juin, la Saint-Jean-Baptiste le 24 juin, la Journée canadienne du multiculturalisme le 27 juin et la fête du Canada le 1^{er} juillet. Le financement est également offert pour des commémorations d'envergure nationale qui commémorent et célèbrent des personnes,

des lieux, des symboles, des anniversaires et des événements historiques importants. Les activités financées renforcent la fierté, encouragent la participation aux célébrations et commémorations et renforcent la compréhension d'une histoire partagée. Ce programme a recours au financement des paiements de transfert suivants : Subventions à l'appui du Programme célébration et commémoration et contributions à l'appui du Programme célébration et commémoration.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
17 158 389	17 178 174	17 178 174

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
50,9	50,9	50,9

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les Canadiens dans l'ensemble du pays ont l'occasion de participer aux événements communautaires qui sont ouverts au public et qui sont gratuits.	Nombre d'événements communautaires tenus dans l'ensemble du pays durant la période du Canada en fête (du 21 juin au 1 ^{er} juillet).	1 700	Mars 2017
Les Canadiens participent à des célébrations et commémorations d'envergure nationale.	Nombre de participants aux événements/activités de célébration et de commémoration.	7 000 000	Mars 2017

Faits saillants de la planification

Le soutien fourni aidera à faire en sorte que les Canadiens dans toutes les régions du pays aient l'occasion de participer à des événements communautaires qui sont ouverts au public et gratuits.

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le Programme des célébrations et des commémorations entreprendra les initiatives clés suivantes :

- Fournir un appui financier pour les activités réalisées dans le cadre du Canada en fête du 21 juin au 1^{er} juillet et encourager les jeunes (de 8 à 18 ans) à exprimer de façon créative ce que le Canada représente pour eux, en présentant une affiche, une photographie numérique ou une création littéraire originale dans le cadre du Défi de la fête du Canada.

- Donner aux Canadiens l'occasion de participer aux commémorations et aux célébrations d'importance nationale en offrant un appui financier pour célébrer des anniversaires d'événements historiques majeurs, y compris le 100^e anniversaire du début de la Première Guerre mondiale et le 75^e anniversaire du début de la Seconde Guerre mondiale, le 150^e anniversaire des conférences de Charlottetown et de Québec, ainsi que le 200^e anniversaire de la naissance de Sir George-Étienne Cartier et de Sir John A. Macdonald.

2.1.2 Sous-programme : Expérience de la capitale

Description : Ce programme a pour objectif de susciter la fierté des Canadiens envers la Région de la capitale nationale (RCN) du Canada par le biais d'activités visant le grand public dans la RCN. L'Expérience de la capitale organise des activités dans les secteurs suivants : événements et célébrations de grande envergure (p. ex., la fête du Canada et le Bal de Neige), commémorations, interprétation et mise en valeur des sites et symboles d'importance nationale, représentation des provinces et des territoires dans la RCN, art public, activités destinées aux jeunes et services destinés aux visiteurs. En outre, à travers la diffusion de messages et d'activités de rayonnement par l'entremise des médias traditionnels et des nouveaux médias qui mettent en valeur la RCN aux Canadiens des quatre coins du pays, l'Expérience de la capitale a pour objectif de mieux faire connaître la RCN à titre de destination où il est possible de faire l'expérience du patrimoine, de la culture et des réalisations du Canada.

Le transfert à Patrimoine canadien de fonctions et activités de la Commission de la capitale nationale liées à la promotion de la Région de la capitale nationale a été annoncé dans le Budget 2013. Des activités comme les festivités du Bal de neige et de la fête du Canada ont été intégrées au Ministère le 30 septembre 2013 pour faire en sorte que ces célébrations s'inscrivent dans une large perspective nationale.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
13 220 811	11 055 811	10 242 811

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
58,3	58,3	58,3

L'écart observé de 2014-2015 à 2015-2016 s'explique principalement par un report de fonds de 2016-2017 et 2017-2018 à 2014-2015 pour les investissements requis dans le cadre de l'initiative de production du spectacle son et lumière.

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les Canadiens qui visitent la RCN du Canada éprouvent un sentiment d'appartenance à la RCN et en retirent un sentiment de fierté nationale.	Pourcentage de participants canadiens qui participent à des activités organisées par l'Expérience de la capitale dans la RCN qui éprouvent un sentiment d'appartenance à la RCN et qui en retirent un sentiment de fierté nationale.	70	Mars 2015
La RCN met en évidence la culture, les valeurs et les réalisations et les anniversaires commémoratifs du Canada.	Nombre de partenariats mis en œuvre par l'Expérience de la capitale pour les activités de la capitale et qui impliquent des ministères, agences ou sociétés d'État fédérales.	20	Mars 2015
	Nombre d'activités qui communiquent la culture, les valeurs et les réalisations du Canada dans la RCN.	20	Mars 2015

Faits saillants de la planification

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le Ministère entreprendra les initiatives clés suivantes en 2014-2015 :

- Organiser les célébrations de la fête du Canada dans la RCN, le Bal de Neige et les Lumières de Noël au Canada.
- Assurer le suivi de l'édification de nouveaux monuments commémoratifs dans la RCN.
- Offrir une gamme de services pour l'interprétation et la mise en valeur de sites et de symboles d'importance nationale, des commémorations, la représentation des provinces et des territoires dans la RCN, et l'intégration d'œuvres d'art publiques dans divers espaces de la région.
- Organiser diverses activités visant à faire apprécier la RCN en tant que lieu de découverte du Canada, notamment par le truchement du programme « Son et lumière » sur la Colline du Parlement et des services d'orientation et d'information aux visiteurs.

2.1.3 Sous-programme : Cérémonial d'État et protocole

Description : Cérémonial d'État et protocole (CEP) fournit des informations officielles sur les symboles nationaux du Canada, comme le drapeau national. Il répond aux questions du public concernant l'utilisation commerciale des symboles, les règles relatives au déploiement du drapeau, l'étiquette du drapeau et l'utilisation d'images royales. CEP est le centre d'expertise pour les procédures et questions protocolaires internes et fournit des informations et des conseils aux bureaux de protocole des provinces et des territoires. Il organise les cérémonies nationales, y compris les funérailles d'État, l'installation d'un nouveau gouverneur général, le spectacle du midi de la fête du Canada sur la Colline du Parlement et les tournées royales. CEP gère la mise en berne du drapeau national du Canada, y compris l'élaboration des politiques, en collaboration avec d'autres ministères. CEP administre le programme des lieutenants-gouverneurs (LG) dont leur salaire et les subventions annuelles pour couvrir les coûts opérationnels. Il leur fournit également des conseils quant aux événements spéciaux ainsi que des informations sur leurs rôles et responsabilités. Ce programme a recours au financement des paiements de transfert suivants : Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
6 451 792	6 460 479	6 460 480

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
21,5	21,5	21,5

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les Canadiens participent aux cérémonies d'envergure nationale telles les funérailles d'État, les installations de gouverneurs généraux, les visites royales et la cérémonie de la fête du Canada sur la Colline parlementaire.	Pourcentage de la capacité des sites occupée durant les cérémonies d'envergure nationale.	70	2017

Faits saillants de la planification

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, CEP entreprendra les initiatives clés suivantes en 2014-2015 :

- Produire le spectacle du midi de la fête du Canada sur la Colline du Parlement dans le cadre des célébrations dans la RCN.
- Fournir des renseignements faisant autorité sur les symboles du Canada comme le drapeau national du Canada et répondre aux demandes de renseignements du public concernant l'utilisation commerciale des symboles, les règles concernant le déploiement du drapeau, l'étiquette du drapeau et l'utilisation des images des membres de la Famille royale.
- Organiser la visite de Leurs Altesses Royales le prince de Galles et la duchesse de Cornouailles en mai 2014 avec des haltes au Manitoba, en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard, laquelle contribuera à mettre en valeur l'importance de la Couronne au Canada, à mieux faire connaître la monarchie constitutionnelle canadienne et à inspirer la fierté des Canadiens.
- Agir comme centre d'expertise en matière de protocole interne et fournir des renseignements et des conseils aux bureaux de protocole des provinces et des territoires.
- Gérer les responsabilités fédérales liées aux lieutenants-gouverneurs (LG) en versant les salaires aux LG, en versant des subventions annuelles pour aider au financement des coûts de fonctionnement, en fournissant des conseils pour des événements spéciaux et en fournissant aux LG des renseignements sur leurs rôles et responsabilités.

2.1.4 Sous-programme : Fonds pour l'histoire du Canada²⁶

Description : Le Fonds pour l'histoire du Canada incite les Canadiens à se renseigner sur l'histoire du Canada, ainsi que sur la vie civique et la politique publique. Le Fonds fournit un appui financier par le biais d'ententes pour soutenir la production ou l'amélioration de matériel didactique, l'organisation d'activités d'apprentissage ou de perfectionnement et la création et le maintien de réseaux. Grâce à divers partenariats au sein du gouvernement et par l'intermédiaire d'organismes nationaux clés du secteur de l'histoire et de l'éducation civique et d'établissements d'enseignement postsecondaire, le Fonds offre aux Canadiens la possibilité d'améliorer leur compréhension du Canada, de manière à avoir une population informée et engagée. Ce fonds a recours au financement des paiements de transfert suivants : Subventions à l'appui du Fonds pour l'histoire du Canada et contributions à l'appui du Fonds pour l'histoire du Canada.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
6 528 746	5 349 829	5 349 830

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
1,0	1,0	1,0

L'écart observé de 2014-2015 à 2015-2016 est principalement attribuable au fait qu'une partie de ce financement de programme devrait prendre fin au terme de l'exercice 2014-2015.

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les Canadiens comprennent mieux l'histoire, la participation citoyenne et les politiques publiques du Canada.	Pourcentage de Canadiens rejoints par le Fonds pour l'histoire du Canada qui affirment qu'ils ont acquis une meilleure compréhension de l'histoire du Canada, ainsi que de la vie civique et de la politique publique.	75	Mars 2015

Faits saillants de la planification

L'exercice 2014-2015 marque la mise en œuvre intégrale du nouveau Fonds pour l'histoire du Canada, un élément clé des efforts consentis par le gouvernement du Canada afin de promouvoir l'histoire canadienne.

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le Fonds entreprendra les initiatives clés suivantes :

- Décerner les premiers Prix d'histoire du gouvernement du Canada.
- Produire deux nouvelles Minutes du patrimoine par année d'ici le 150^e anniversaire du Canada afin de permettre aux Canadiens d'apprendre l'histoire du pays.
- Renforcer le soutien pour l'élaboration de contenus en ligne portant sur l'histoire canadienne à l'intention des étudiants et des enseignants dans toutes les régions du Canada pour l'enseignement de l'histoire canadienne.

Ces initiatives seront mises en œuvre par l'intermédiaire d'organismes nationaux clés du secteur de l'histoire et de l'éducation civique, et d'établissements d'enseignement postsecondaire. Le Fonds pour l'histoire du Canada continuera également à soutenir la production et l'amélioration de matériel didactique et d'activités d'apprentissage afin de donner à tous les Canadiens l'occasion de se renseigner sur l'histoire du Canada, la vie civique et la politique publique.

2.1.5 Sous-programme : Programme Échanges Canada

Description : Le Programme Échanges Canada fournit des subventions et des contributions à l'appui des initiatives jeunesse afin de permettre aux jeunes Canadiens de

connaître le Canada, de créer des liens les uns avec les autres et de mieux apprécier la diversité et les aspects communs de la réalité canadienne. Le Programme appuie des organismes sans but lucratif afin de fournir aux jeunes Canadiens une gamme d'activités d'échanges et de forums, dans le but de renforcer leur appartenance au Canada et ainsi leur sentiment d'identité canadienne. Le Programme comprend deux volets : Échanges Jeunesse Canada (EJC) et Forums Jeunesse Canada (FJC). EJC finance les échanges réciproques de jeunes qui sont hébergés dans les familles des participants avec qui ils sont jumelés, et comprend aussi le sous-volet Emplois d'été / Échanges étudiants, qui fournit des possibilités d'emploi d'été pour les jeunes âgés de 16 et 17 ans dans leur deuxième langue officielle. FJC permet aux jeunes Canadiens d'établir des liens entre eux par l'entremise de forums, de sessions d'études et d'ateliers adaptés à leurs intérêts. Ce programme a recours au financement des paiements de transfert suivants : Subventions à l'appui de projets Échange-Jeunesse innovateurs et contributions à l'appui de l'initiative Échanges Canada.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
19 185 584	19 197 502	19 197 501

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
12,0	12,0	12,0

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les jeunes participants acquièrent une connaissance et une compréhension accrues du Canada.	Pourcentage des participants qui déclarent avoir acquis une connaissance et une compréhension accrues du Canada.	75	Mars 2015
Les jeunes participants tissent des liens entre eux.	Pourcentage des participants qui déclarent avoir tissé des nouveaux liens avec d'autres jeunes Canadiens grâce à l'échange.	75	Mars 2015
Les jeunes participants apprécient davantage la diversité et les aspects de la réalité canadienne qu'ils partagent en commun.	Pourcentage des participants qui affirment qu'ils ont une meilleure compréhension de ce que les Canadiens ont en commun.	70	Mars 2015

Faits saillants de la planification

Le programme Échanges Canada continuera de procurer aux jeunes des occasions de participer à des activités leur permettant d'améliorer leurs connaissances sur le Canada, de créer des liens entre eux et de mieux apprécier la diversité et les aspects communs de la réalité canadienne.

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le programme encouragera également la promotion de l'histoire du Canada auprès des jeunes Canadiens en 2014-2015, notamment par la mise en œuvre des initiatives clés suivantes :

- Offrir aux jeunes Canadiens encore plus d'occasions de participer à des activités axées sur l'histoire.
- Encourager également une plus grande intégration de contenu sur l'histoire dans les échanges et les forums organisés pour les jeunes, afin qu'ils puissent découvrir les personnes, les lieux et les événements qui ont forgé notre pays.

2.1.6 Sous-programme : Les jeunes s'engagent

Description : Le programme Les jeunes s'engagent a comme objectif de renforcer le sentiment d'appartenance des jeunes au Canada par le biais de l'engagement dans les domaines de l'histoire et du patrimoine, de l'engagement civique et du service des jeunes, des arts et de la culture, et des activités économiques. Le programme fournit des subventions et des contributions aux organismes admissibles afin d'appuyer des projets dirigés par des jeunes et s'adressant aux jeunes généralement âgés de 7 ans à 30 ans, qui démontrent la capacité de renforcer le sentiment d'appartenance au Canada tout en abordant au moins un des domaines thématiques susmentionnés. On s'attend à ce que le programme sensibilise davantage les jeunes participants à l'importance d'être un citoyen actif et engagé, accroisse la pertinence des organismes au service des jeunes pour les jeunes, et augmente l'engagement des jeunes dans les communautés. À long terme, ces résultats favoriseront chez les jeunes un plus fort sentiment d'appartenance au Canada ainsi qu'un plus fort sentiment d'identité canadienne partagée. Ce programme a recours au financement des paiements de transfert suivants : Subventions à l'appui du programme Les jeunes s'engagent et contributions à l'appui du programme Les jeunes s'engagent.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
1 890 714	1 893 147	1 893 147

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
3,4	3,4	3,4

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les jeunes ont un sentiment d'appartenance au Canada.	Pourcentage de jeunes participants qui ont un sentiment d'appartenance accru au Canada.	55	Mars 2015
Les jeunes partagent un sentiment d'identité canadienne.	Pourcentage de jeunes participants qui partagent un sentiment d'identité canadienne.	60	Mars 2015

Faits saillants de la planification

Le programme Les jeunes s'engagent continuera d'appuyer des projets qui contribuent à faire des jeunes Canadiens des citoyens actifs et engagés. En 2014-2015, le programme accordera encore une fois la priorité aux projets qui mettent en valeur l'histoire et le patrimoine du Canada, en accordant une importance particulière aux principaux événements marquants En route vers 2017.

2.2 Programme : Engagement et participation communautaire

Description : Ce programme vise à engager les Canadiens et à leur offrir la possibilité de participer aux aspects civique, social et culturel de la vie au Canada et dans leurs communautés. Ceci est accompli grâce à des programmes de financement et à des initiatives qui soutiennent les efforts des communautés dans le but de renforcer l'engagement des citoyens et l'inclusion sociale grâce aux arts visuels et aux arts de la scène; d'exprimer, de célébrer et de préserver le patrimoine local; de contribuer à l'accroissement du respect des droits de la personne au Canada et à la sensibilisation à ces droits; et de trouver des solutions novatrices et appropriées aux difficultés d'ordre social, culturel, et aux autres obstacles qui affectent les chances d'avenir des communautés autochtones et de leurs membres. Ce programme comporte des avantages sociaux solides, car il contribue à la préservation de l'histoire et de l'identité des diverses communautés canadiennes, tout en permettant aux traditions et aux identités d'évoluer avec le temps. Ce programme appuie le mandat du Ministère de renforcer l'identité canadienne, ses valeurs, ainsi que l'appartenance au Canada.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
44 583 276	44 583 276	44 627 015	43 437 166

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
119,8	119,8	117,3

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les Canadiens sont engagés et ont la possibilité de prendre part aux aspects sociaux et culturels de la vie communautaire au Canada.	Niveau de l'engagement (nombre moyen d'heures de bénévolat par projet, Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine) des Canadiens aux aspects sociaux et culturels de la vie communautaire au Canada.	2 750	Mars 2015
	Nombre d'occasions lors desquelles les Canadiens ont pris part aux aspects sociaux de la vie communautaire en s'informant sur des questions de droits de la personne au Canada.	45 000	Mars 2015
	Nombre de Canadiens (participants du Programme des autochtones) engagés dans les aspects culturels et sociaux de la vie communautaire au Canada.	3 250	Mars 2015

Faits saillants de la planification

Le Ministère continuera d'offrir à tous les Canadiens à travers le pays des occasions de participer aux aspects sociaux et culturels de la vie communautaire, et ce, en les encourageant à s'engager auprès de leurs communautés locales par le truchement des arts de la scène et des arts visuels ainsi que par l'expression, la célébration et la préservation du patrimoine historique local. De plus, les peuples autochtones seront encouragés à participer pleinement à la vie canadienne. Le Ministère appuiera également la préservation des cultures et des langues autochtones en tant que composantes vivantes de la société canadienne.

Le Ministère continuera de gérer les consultations fédérales, provinciales et territoriales et le partage de renseignements sur les traités internationaux afin d'amener le gouvernement fédéral ainsi que les gouvernements provinciaux et territoriaux à s'engager dans des activités appuyant la mise en œuvre des obligations découlant des traités internationaux en matière des droits de la personne, y compris en contribuant aux rapports du Canada et aux examens des Nations Unies.

De plus, le Ministère fait la promotion de la Charte et des traités internationaux relatifs aux droits de la personne faisant ainsi en sorte que les Canadiens aient accès à des renseignements sur les questions relatives aux droits de la personne au Canada. Grâce à ces activités, Patrimoine canadien favorise l'engagement et la participation de Canadiens venant d'horizons divers à la vie sociale, économique et politique de leurs collectivités.

Le programme et ses sous-programmes appuieront également les priorités ministérielles suivantes : 1) *Célébrer notre patrimoine et notre histoire : en route vers 2017*; 2) *Un secteur culturel prospère : développer les occasions à l'ère du numérique et de la mondialisation*; 3) *Rassembler les Canadiens : investir dans nos collectivités*; 4) *Servir les Canadiens : Assurer l'efficacité des opérations et l'excellence de la prestation des services*.

2.2.1 Sous-programme : Programme des droits de la personne

Description : Le Programme des droits de la personne contribue à accroître le respect, la sensibilisation et la jouissance des droits de la personne au Canada. Le Programme vise également à promouvoir la mise en œuvre efficace, au plan national, des instruments internationaux relatifs aux droits de la personne. Le Programme gère des consultations fédérales-provinciales/territoriales sur des questions de droits de la personne, coordonne l'étude interministérielle des recommandations des organismes créés par traité et celles découlant des Examens périodiques universels du Canada, élabore les rapports du Canada à l'intention des Nations Unies sur la mise en œuvre, au plan national, des obligations internationales en matière des droits de la personne, fournit des conseils stratégiques concernant l'élaboration des positions du Canada à l'égard des nouvelles questions liées aux droits de la personne et fait la promotion des instruments relatifs aux droits de la personne par l'entremise de son site Web et de la distribution de publications. Le Programme vise à renforcer et à maintenir l'une des valeurs fondamentales liées à l'identité canadienne – le respect des droits de la personne – en éliminant les obstacles à la participation active qui sont imputables aux lacunes dans les connaissances, la compréhension et l'accès aux droits.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
2 550 011	2 553 665	2 553 665

Les dépenses prévues comprennent les fonds qui seront dépensés dans le cadre de la réduction progressive du Programme de contestation judiciaire.

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
10,7	10,7	10,7

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux sont impliqués dans des activités qui appuient la mise en œuvre des obligations découlant des traités internationaux relatifs aux droits de la personne.	Nombre d'occasions (rencontres/téléconférences/ contributions pour les rapports et les examens) qu'ont les représentants fédéraux, provinciaux, et territoriaux de participer à des discussions intergouvernementales et de fournir des informations pour les rapports du Canada, les questionnaires de l'Organisation des Nations Unies et en guise de préparation pour les examens par l'Organisation des Nations Unies.	15	Mars 2015
	Taux moyen (en pourcentage) de participation/contributions des représentants fédéraux, provinciaux, et territoriaux aux rapports du Canada, aux questionnaires de l'Organisation des Nations Unies, en guise de préparation pour les examens par l'Organisation des Nations Unies, et aux rencontres intergouvernementales.	70	Mars 2015
Les Canadiens ont accès aux renseignements sur les enjeux se rapportant aux droits de la personne au Canada, y compris la Charte et les traités internationaux en matière de droits de la personne qui touchent les Canadiens.	Nombre de publications remises au public canadien.	21 000	Mars 2015

Faits saillants de la planification

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le PDP entreprendra les initiatives clés suivantes en 2014-2015 :

- Diriger la préparation des huitième et neuvième rapports du Canada sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
- Gérer les consultations fédérales, provinciales et territoriales et le partage de renseignements sur les traités internationaux permettant aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux d'être engagés dans des activités appuyant la mise en œuvre des obligations découlant des traités internationaux en matière des droits de la personne, y compris en contribuant aux rapports du Canada et aux examens des Nations Unies.
- Promouvoir la Charte et les traités internationaux relatifs aux droits de la personne pour faire en sorte que les Canadiens aient accès à des renseignements sur les questions des droits de la personne au Canada.

2.2.2 Sous-programme : Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine

Description : Le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine offre des subventions et des contributions à l'appui des festivals locaux, des commémorations communautaires et des projets d'immobilisation. Le financement est accordé aux intervenants qui présentent des festivals et des événements artistiques et patrimoniaux mettant l'accent sur l'engagement local. Il a pour objectif d'amener les Canadiens à s'engager dans leurs collectivités par le truchement des arts de la scène et des arts visuels, et par l'expression, la célébration et la préservation du patrimoine historique local. Le Programme comprend trois volets : 1) Le volet Festivals locaux appuie les festivals récurrents, qui font participer l'ensemble de la collectivité, et offrent des occasions aux artistes et aux artisans locaux de s'engager dans leur communauté et/ou de célébrer l'histoire et le patrimoine local; 2) Le volet Commémorations communautaires appuie les commémorations non récurrentes par l'entremise d'activités qui soulignent un anniversaire important (de 100 ans et ensuite par multiples de 25 ans) lié à une personnalité ou à un événement local ayant marqué la collectivité; et 3) Le volet Fonds des legs appuie des projets d'immobilisations concrets et durables qui commémorent ou soulignent un anniversaire important (de 100 ans et ensuite par multiples de 25 ans) lié à une personnalité ou à un événement local ayant marqué la collectivité. Ce programme a recours au financement des paiements de transfert suivants : Subventions pour financer le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine et contributions pour financer le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
25 409 291	25 434 692	25 434 692

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
75,2	75,2	75,2

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les Canadiens s'impliquent dans leurs collectivités par le biais des arts locaux et du patrimoine local.	Nombre de bénévoles (par projet).	100	Mars 2015
	Nombre d'artistes, d'artisans et d'interprètes locaux (par projet).	85	Mars 2015

Faits saillants de la planification

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine continuera, en 2014-2015, d'encourager les citoyens de partout au pays à tisser des liens entre eux et à s'impliquer dans leurs collectivités par le biais des arts de la scène et des arts visuels ainsi que par l'expression, la célébration et la préservation du patrimoine historique local. Pour ce faire, un soutien sera accordé aux festivals locaux périodiques, aux commémorations communautaires et aux projets d'immobilisations communautaires.

De plus, le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine acceptera les demandes présentées sous les volets Commémorations communautaires et Fonds des legs pour des projets se déroulant entre janvier 2014 et décembre 2017 qui commémorent le 75^e anniversaire d'importants événements locaux directement liés à la participation des Canadiens à la Seconde Guerre mondiale.

2.2.3 Sous-programme : Programme des Autochtones

Description : Le Programme des Autochtones (PA) vise principalement à renforcer l'identité culturelle, encourager la pleine participation des Autochtones à la vie civile canadienne et à appuyer le maintien des langues et cultures autochtones comme composantes vivantes de la société canadienne. Les éléments du PA incorporent les cultures et les langues autochtones au sein d'activités communautaires visant le renforcement de l'identité culturelle. Le PA fournit des investissements qui contribuent à soutenir les efforts des communautés autochtones qui développent et livrent des projets novateurs et culturellement adéquats, par le biais d'initiatives dont le Programme de promotion des femmes autochtones (PPFA), l'Initiative des langues autochtones (ILA), la Radiodiffusion autochtone dans le Nord (RAN), les Bourses initiatives jeunesse (BIJ), les Accords de coopération Canada-Territoires pour les langues autochtones (ACCTLA), la

Journée nationale des Autochtones (JNA) et les Prix nationaux d'excellence décernés aux Autochtones (PNEDA). Ce programme a recours au financement des paiements de transfert suivants : Subventions à l'appui du PA et contributions à l'appui du PA.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
16 623 974	16 638 658	15 448 809

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
33,9	33,9	31,4

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les Autochtones participent à la société canadienne en tant que partie intégrante de celle-ci et ils adoptent et partagent leurs langues et cultures avec les autres Canadiens.	Nombre de participants impliqués dans des activités culturelles et linguistiques autochtones.	3 250*	Mars 2015
Les individus et les groupes autochtones participent à des activités qui renforcent les langues et les cultures autochtones, et appuient l'implication communautaire.	Nombre de projets financés qui intègrent les langues et les cultures autochtones et qui soutiennent l'implication communautaire.	100	Mars 2015

*La cible repose sur le nombre de participants directs à l'Initiative des langues autochtones ($\geq 3\,250$ participants directs), lesquels rejoignent des milliers d'autres personnes.

Faits saillants de la planification

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le PA continuera en 2014-2015 de renforcer l'identité culturelle autochtone et la participation pleine et entière des Autochtones à la société canadienne. Le PA continuera également de préserver et revitaliser les langues et les cultures autochtones par le soutien à des activités qui incitent les individus et les groupes autochtones à participer à des activités qui renforcent les langues et les cultures autochtones et qui favorisent l'engagement communautaire.

2.3 Programme : Langues officielles

Description : Patrimoine canadien joue un rôle important dans la coordination horizontale du dossier des langues officielles au sein du gouvernement fédéral et notamment en termes de concertation et d'appui auprès des institutions fédérales dans la

mise en œuvre de l'engagement gouvernemental à l'égard du développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire et de la promotion de la dualité linguistique, conformément à l'article 42 de la *Loi sur les langues officielles* (LLO). Patrimoine canadien est également responsable de la planification, de la mise en œuvre et de la gestion des programmes d'appui aux langues officielles ayant trait à la promotion de la dualité linguistique au sein du Canada et au développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire, conformément à l'article 43 de la LLO. Ces activités contribuent à l'atteinte du résultat du gouvernement : « Une société diversifiée favorisant la dualité linguistique et l'inclusion sociale ».

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
353 135 274	353 135 274	353 285 256	353 035 256

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
133,9	133,9	133,9

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les Canadiens reconnaissent et appuient la dualité linguistique.	Taux de bilinguisme (en pourcentage) des jeunes Canadiens (15 à 19 ans).	20	Mars 2017
Les communautés de langue officielle en situation minoritaire peuvent vivre dans leur langue dans leur communauté.	Pourcentage des membres des communautés de langue officielle en situation minoritaire vivant dans un rayon de 25 km d'une école primaire de langue minoritaire ou d'une école secondaire de langue minoritaire.	95	Mars 2017

Faits saillants de la planification

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le programme Langues officielles entreprendra les principales initiatives suivantes en 2014-2015 :

- Poursuivre la coordination de la mise en œuvre de la *Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018 : éducation, immigration, communautés*. En ciblant les avantages sociaux et économiques de nos deux langues officielles pour tous les Canadiens, cette initiative renforcera l'économie et améliorera la qualité de vie des collectivités partout au pays.

- Mettre en œuvre une nouvelle logique d'investissement pour appuyer les communautés de langue officielle en situation minoritaire, laquelle permettra d'intervenir dans les secteurs clés pour la vitalité des communautés et de renforcer l'efficacité des réseaux communautaires.

Le programme et ses sous-programmes appuieront également les priorités ministérielles suivantes : 1) *Célébrer notre patrimoine et notre histoire : en route vers 2017*; 2) *Un secteur culturel prospère : développer les occasions à l'ère du numérique et de la mondialisation*; 3) *Rassembler les Canadiens : investir dans nos collectivités*; 4) *Servir les Canadiens : Assurer l'efficacité des opérations et l'excellence de la prestation des services*.

2.3.1 Sous-programme : Programme Développement des communautés de langue officielle

Description : Le programme Développement des communautés de langue officielle favorise l'épanouissement des minorités francophones et anglophones du pays et leur permet de participer pleinement à tous les aspects de la vie canadienne. Le programme comprend trois volets. Au moyen de contributions et de subventions à des organismes à but non lucratif, le volet Vie communautaire appuie l'offre d'activités et de services destinés aux communautés de langue officielle en situation minoritaire par des organismes communautaires œuvrant dans divers domaines, en particulier les arts, la culture et le patrimoine ainsi que la jeunesse. Au moyen d'ententes de contributions intergouvernementales, ce volet appuie également l'offre de services provinciaux et territoriaux dans la langue de la minorité. Le volet Éducation dans la langue de la minorité appuie l'offre de programmes et d'activités des provinces et territoires visant l'apprentissage, à tous les niveaux d'enseignement, dans la langue des communautés de langue officielle en situation minoritaire au moyen d'ententes de contributions intergouvernementales. Au moyen d'un accord de contribution avec une entité publique indépendante, le volet Appui aux droits linguistiques soutient l'accès à des mécanismes favorisant l'avancement et la clarification des droits linguistiques garantis par la Constitution. Ce programme a recours au financement des paiements de transfert suivants : Subventions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle et contributions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
233 813 664	233 902 326	233 652 326

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
71,6	71,6	71,6

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les membres des communautés de langue officielle en situation minoritaire ont accès à des programmes et services dans leur langue dans leur communauté.	Pourcentage de membres des communautés de langue officielle en situation minoritaire vivant dans un rayon de 25 km d'un organisme culturel/artistique	85	Mars 2017
	Pourcentage de membres des communautés de langue officielle en situation minoritaire vivant dans un rayon de 25 km d'un organisme de développement communautaire régional/local	85	Mars 2017

Faits saillants de la planification

Grâce à des partenariats et à des ententes avec des organismes communautaires et les gouvernements provinciaux et territoriaux, le sous-programme vise à renforcer l'accès des communautés de langue officielle en situation minoritaire à une éducation de qualité et à différents programmes et services dans leur langue au sein de leurs collectivités, ainsi qu'à offrir un appui aux droits linguistiques garantis par la Constitution.

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le programme Développement des communautés de langue officielle entreprendra les initiatives clés suivantes en 2014-2015 :

- Mettre en œuvre une nouvelle logique d'investissement pour appuyer les organismes des communautés de langue officielle en situation minoritaire.
- Poursuivre la collaboration avec les gouvernements provinciaux et territoriaux.
- Mettre en œuvre le Fonds d'action culturelle communautaire.

2.3.2 Sous-programme : Programme Mise en valeur des langues officielles

Description : Le programme Mise en valeur des langues officielles favorise auprès des Canadiens une meilleure compréhension et appréciation des bénéfices de la dualité linguistique, ainsi que la sensibilisation aux droits linguistiques garantis par la Constitution. Le programme comprend trois volets. Au moyen de contributions et de subventions à des organismes à but non lucratif, le volet Promotion de la dualité linguistique appuie des activités et des projets pour mettre en valeur les langues officielles et rapprocher les Canadiens, mettre en valeur la langue et la culture d'expression française au Canada et accroître l'offre de services dans les deux langues officielles des organismes des secteurs non gouvernementaux. Au moyen d'ententes de

contributions intergouvernementales, le volet Apprentissage de la langue seconde appuie l'offre de programmes et d'activités des provinces et territoires visant l'apprentissage du français et de l'anglais, secondes langues officielles, auprès des jeunes Canadiens. Au moyen d'une contribution avec une entité publique indépendante, le volet Appui aux droits linguistiques soutient l'offre d'activités d'information et de promotion pour sensibiliser les Canadiens, en particulier ceux des communautés de langue officielle en situation minoritaire, aux droits linguistiques et aux mécanismes pour les exercer. Ce programme a recours au financement des paiements de transfert suivants : Subventions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles et contributions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
115 660 425	115 704 368	115 704 367

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
28,1	28,1	28,1

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les Canadiens ont une meilleure compréhension et appréciation des avantages de la dualité linguistique.	Pourcentage de Canadiens qui ont une connaissance pratique de la seconde langue officielle.	15	Mars 2017
	Pourcentage de la population qui reconnaît que la dualité linguistique au Canada est une source d'enrichissement culturel.	60	Mars 2017
	Pourcentage de la population qui est d'accord que les deux langues officielles (anglais/français) au Canada sont une partie importante de ce que signifie être Canadien.	60	Mars 2017

Faits saillants de la planification

Ce programme vise à amener la population canadienne à reconnaître et à appuyer la dualité linguistique comme valeur fondamentale de la société canadienne, et ce, au

moyen de partenariats et d'ententes avec les provinces, les territoires et des organismes non gouvernementaux appuyant l'apprentissage de la langue seconde, de même qu'au moyen d'initiatives favorisant la compréhension entre les Canadiens francophones et anglophones.

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le programme Mise en valeur des langues officielles entreprendra les initiatives clés suivantes en 2014-2015 :

- Poursuivre la collaboration avec les gouvernements provinciaux et territoriaux à l'appui de l'apprentissage de la langue seconde.
- Appuyer de façon continue les organismes œuvrant à la promotion de la dualité linguistique et à l'apprentissage de la langue seconde.

2.3.3 Sous-programme : Programme de coordination des langues officielles

Description : Patrimoine canadien contribue à la coordination horizontale de l'ensemble des activités du gouvernement du Canada en matière de langues officielles. Il appuie notamment les institutions fédérales dans la mise en œuvre de l'engagement gouvernemental visant le développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire ainsi que la promotion de la pleine reconnaissance et de l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne. Le Ministère coordonne aussi la mise en œuvre de la *Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018 : éducation, immigration, communautés*, une stratégie gouvernementale horizontale en matière de langues officielles.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
3 661 185	3 678 562	3 678 563

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
34,2	34,2	34,2

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Le ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles ainsi que la haute gestion sont informés des enjeux relatifs aux langues officielles.	Pourcentage des avis et conseils fournis à la haute gestion et au ministre suite aux demandes, à l'intérieur de 5 jours ouvrables.	95	Mars 2015

Les institutions fédérales rapportent de manière appropriée sur les résultats de leurs activités pour le bénéfice des communautés de langue officielle en situation minoritaire et pour la promotion des langues officielles.	Pourcentage des institutions fédérales, incluant l'ensemble des partenaires de la <i>Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018</i> , qui rendent compte de leurs résultats pour la mise en œuvre de l'article 41 de la <i>Loi sur les langues officielles</i> , afin de produire le Rapport annuel sur les langues officielles.	100	Mars 2015
Les institutions fédérales sont appuyées dans la mise en œuvre de leurs initiatives et de leurs obligations en matière de langues officielles.	Pourcentage des institutions fédérales se déclarant satisfaites du travail accompli par la Direction des relations interministérielles et de la responsabilisation.	75	Mars 2015

Faits saillants de la planification

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le Programme de coordination des langues officielles entreprendra les initiatives clés suivantes en 2014-2015 :

- Refondre la reddition de comptes au chapitre des langues officielles.
- Coordonner la mise en œuvre de la *Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018* au moyen de la structure de gouvernance existante.
- Examiner la gouvernance pangouvernementale en matière de langues officielles, en collaboration avec le Secrétariat du Conseil du Trésor et Justice Canada.
- Identifier les possibilités d'harmonisation entre les processus de collecte de données sur le rendement en langues officielles du Secrétariat du Conseil du Trésor et de Patrimoine canadien, et présenter un portrait global des résultats de l'ensemble des interventions fédérales en matière de langues officielles relevant du rôle de coordination de Patrimoine canadien.

3. Résultat stratégique 3 : Les Canadiens participent et excellent dans les sports.

3.1 Programme : Sport

Description : Ce programme fait la promotion du développement et de l'excellence dans les sports auprès des Canadiens et des communautés canadiennes, en mettant en œuvre des initiatives qui appuient directement les athlètes canadiens de haut niveau; améliorent la capacité du Canada d'accueillir les Jeux du Canada et des manifestations sportives internationales au Canada; soutiennent le développement de l'excellence dans le système sportif canadien; et contribuent à accroître la participation des Canadiens de tous âges et de toutes capacités à des activités sportives. Le concept de base de ce programme est d'améliorer et de promouvoir la participation canadienne et l'excellence dans les sports et ce, en fournissant du financement, de l'expertise et d'autres services aux athlètes canadiens, aux organisations sportives, aux intervenants du domaine et organisateurs de manifestations sportives.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
398 057 989	398 057 989	241 657 316	204 203 716

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
134,3	134,3	134,3

L'écart observé de 2014-2015 à 2016-2017 s'explique par la réduction du financement de programme à durée limitée au moyen de paiements de transfert pour les Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto. De plus, comme aucun nouveau financement en fonds de fonctionnement n'a été alloué, le mandat élargi a été exécuté à même l'effectif de base du programme.

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Le Canada a un système sportif qui permet aux Canadiens, incluant les athlètes de haut niveau, de participer et d'exceller dans les sports grâce à une structure solide sur le plan technique et éthique.	Nombre d'athlètes classés à des niveaux de performance internationaux.	325	Mars 2015
	Nombre de Canadiens faisant du sport grâce à des projets spéciaux d'organisations sportives et d'ententes bilatérales provinciales-territoriales.	7 960 000	Mars 2015

	Proportion en pourcentage des Organismes nationaux de sport (ONS), des Organismes de services multisports (OSM) et des Centres canadiens multisports (CCM) qui sont financés et qui ont obtenu un tableau de bord équilibré, selon les mesures de rendement de responsabilisation, fondé sur des cibles établies conjointement pour chaque exercice financier.	73	Mars 2015
--	--	----	-----------

Faits saillants de la planification

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le programme Sport entreprendra les initiatives clés suivantes en 2014-2015 :

- Exercer un leadership stratégique et favoriser la participation des intervenants en vue d'accroître l'incidence des investissements de Sport Canada dans le système sportif et de contribuer à la réalisation des objectifs du gouvernement du Canada.
- Exécuter les programmes de financement de Sport Canada, et les améliorer continuellement.
- Gérer les ressources humaines et financières de façon efficace et efficiente, ce qui comprend l'amélioration des processus internes.
- Contribuer à la réussite des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto.
- Élaborer, surveiller et mettre à jour les politiques et les stratégies de Sport Canada, et ce, en prenant soin d'établir des orientations et des objectifs clairs.

Le programme et ses sous-programmes appuieront également les priorités ministérielles suivantes : 1) *Célébrer notre patrimoine et notre histoire : en route vers 2017*; 2) *Un secteur culturel prospère : développer les occasions à l'ère du numérique et de la mondialisation*; 3) *Rassembler les Canadiens : investir dans nos collectivités*; 4) *Servir les Canadiens : Assurer l'efficacité des opérations et l'excellence de la prestation des services*.

3.1.1. Sous-programme : Programme d'accueil

Description : Le Programme d'accueil est un élément important de l'approche globale qu'a adoptée le gouvernement du Canada relativement au développement du sport au Canada. Le Programme vise à stimuler l'excellence sportive et à accroître le prestige

international des organismes de sport en offrant un soutien pour l'accueil des Jeux du Canada et des manifestations sportives internationales au Canada. Le Programme d'accueil offre à l'ensemble du Canada une approche planifiée et coordonnée lui permettant de tirer des avantages directs et importants des projets de candidature et d'accueil sur le plan du développement du sport de même que sur les plans économique, social, culturel et communautaire, et ce, dans un large éventail de priorités gouvernementales. Ce programme a recours au financement des paiements de transfert suivants : Contributions au Programme d'accueil des jeux.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
218 545 465	62 122 851	24 669 252

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
47,8	47,8	47,8

L'écart observé de 2014-2015 à 2016-2017 s'explique par la réduction du financement à durée déterminée de programme au moyen de paiements de transfert pour les Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto. De plus, comme aucun nouveau financement au fonds de fonctionnement n'a été alloué, le mandat élargi a été exécuté à même l'effectif de base du programme.

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les athlètes, entraîneurs et officiels canadiens ont la possibilité de participer à des manifestations sportives au Canada qui sont financées par Sport Canada.	Nombre de compétitions auxquelles peuvent participer des athlètes, des entraîneurs et des officiels canadiens lors de manifestations financées.	11 000	Mars 2015
	Nombre d'athlètes canadiens de groupes sous-représentés qui participent à des activités financées.	3 800	Mars 2015

Faits saillants de la planification

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le Programme d'accueil entreprendra les initiatives clés suivantes en 2014-2015 :

- Appuyer et coordonner les efforts des ministères et des organismes relativement à la prestation des services fédéraux essentiels (SFE) pour les Jeux de 2015.
- Verser les fonds d'immobilisations à la société d'accueil des Jeux de 2015.

- Superviser la mise en œuvre des Ententes sur les installations des Jeux de 2015, conformément à l'Entente multipartite.
- Renouveler les modalités du Programme d'accueil.
- Harmoniser le Programme d'accueil avec le processus de l'Initiative de modernisation des subventions et contributions du Ministère.

3.1.2 Sous-programme : Programme de soutien au sport

Description : Le Programme de soutien au sport constitue le principal mécanisme de financement des initiatives qui permettent au gouvernement du Canada d'honorer ses engagements à l'égard de la Politique canadienne du sport. Les fonds doivent servir à former des athlètes et des entraîneurs aux plus hauts échelons internationaux, à offrir des programmes solides sur le plan technique à tous les athlètes, à accroître la proportion de Canadiens de toutes les couches de la société qui font du sport, et à promouvoir les intérêts et les valeurs du Canada au pays et à l'étranger. Ces fonds sont versés aux organismes admissibles pour financer les programmes qui appuient les objectifs de la Politique canadienne du sport. Ce programme a recours au financement des paiements de transfert suivants : Contributions au Programme de soutien au sport.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
149 668 301	149 685 248	149 685 248

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
68,1	68,1	68,1

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les Canadiens ont accès à des programmes et des services de sport de qualité.	Pourcentage d'organismes nationaux de sport dont les programmes d'entraîneurs suivent les principes du Développement à long terme des athlètes (DLTA).	95	Mars 2015
	Pourcentage d'organismes financés qui ont adopté l'actuel Programme canadien antidopage.	100	Mars 2015
	Nombre de projets qui sont terminés, selon ce que proposent les accords bilatéraux nationaux.	93	Mars 2015

Faits saillants de la planification

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le Programme de soutien au sport entreprendra les initiatives clés suivantes en 2014-2015 :

- Favoriser et accélérer l'adoption du développement à long terme de l'athlète au sein du système sportif canadien.
- Collaborer à la création de ressources additionnelles en matière de gouvernance et à leur distribution aux organismes du système sportif national.
- Étudier et élaborer des stratégies pour renforcer le développement du sport en vue des Jeux paralympiques.
- Mettre à jour le Cadre de financement et de responsabilité en matière de sport régissant les organismes nationaux de services multisports pour qu'il soit mieux harmonisé avec le Cadre de développement du sport.
- Renouveler les modalités du Programme de soutien au sport.

Ces initiatives sont axées sur l'atteinte du résultat attendu pour le Programme de soutien au sport, à savoir que les Canadiens aient accès à des programmes et à des services de sport de qualité.

3.1.3 Sous-programme : Programme d'aide aux athlètes

Description : Le Programme d'aide aux athlètes favorise la quête de l'excellence, car il permet aux athlètes de poursuivre leurs études ou leur carrière professionnelle tout en s'entraînant intensivement afin de réaliser des performances de premier ordre aux grandes compétitions internationales. À cette fin, le Programme identifie et appuie les athlètes qui figurent déjà parmi les 16 premiers au monde dans leur sport ou qui ont le potentiel d'y parvenir. Ce programme a recours au financement des paiements de transfert suivants : Subventions au Programme d'aide aux athlètes.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
29 844 223	29 849 217	29 849 216

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
18,3	18,3	18,3

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les athlètes canadiens disposent de ressources financières leur permettant d'atteindre une performance athlétique de haut niveau.	Pourcentage d'athlètes d'accord pour dire que le Programme d'aide aux athlètes leur a permis d'atteindre une plus grande performance athlétique (échelle : de 1 [fortement en désaccord] à 7* [fortement d'accord]).	80	Mars 2015
Les athlètes canadiens ont accès à des opportunités universitaires.	Nombre d'athlètes ayant un statut breveté ou ayant déjà eu un tel statut qui profitent d'une bourse de scolarité (y compris les crédits différés pour frais de scolarité).	890	Mars 2015

*Une cote de 5 à 7 indique que l'on est d'accord avec l'énoncé.

Faits saillants de la planification

Pour atteindre ses cibles et réaliser ses résultats attendus, le Programme d'aide aux athlètes entreprendra l'initiative clé suivante en 2014-2015 :

- Achever le Sondage sur le statut de l'athlète afin de permettre au Ministère de déterminer dans quelle mesure les résultats attendus du Programme d'aide aux athlètes sont atteints, et ce, tels que décrits dans le tableau ci-dessus.

Services internes



Thème IV
Réduire l'empreinte environnementale -
En commençant par le gouvernement

Programme: Services internes

Description : Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérées de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants: services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services immobiliers, services du matériel, services de gestion des acquisitions et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources qui s'appliquent à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies uniquement à un programme.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
71 308 929	71 308 929	70 004 356	70 005 149

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
640,8	633,2	633,2

Faits saillants de la planification

Le Ministère œuvre pour atteindre l'objectif du gouvernement visant à rétablir l'équilibre budgétaire et à assurer une intendance efficace des ressources en ces temps de contraintes budgétaires. Le Ministère concentre ses efforts sur l'accroissement de l'efficacité des opérations et sur l'amélioration de la productivité conformément aux priorités du gouvernement. Patrimoine canadien demeure déterminé à disposer d'un effectif voué à l'excellence du service en vue d'accomplir sa mission, et concrétiser sa vision.

De plus, en 2014-2015, les Services internes de Patrimoine canadien appuieront toutes les priorités ministérielles.

Afin de réussir dans ce contexte, le Ministère entreprendra les initiatives clés suivantes en 2015-2015 :

- Participer à l'initiative Objectif 2020 de la fonction publique et mobiliser les employés pour définir la fonction publique de demain.
- Établir un cadre qui permet d'appliquer une démarche cohérente et équitable en matière de gestion du rendement et favoriser l'excellence par l'établissement d'objectifs clairs et par l'évaluation des résultats obtenus, et ce, afin de rencontrer les exigences de la nouvelle *Directive sur la gestion du rendement du Canada* qui entrera en vigueur le 1^{er} avril 2014.

- Poursuivre la mise en œuvre de la stratégie financière à long terme afin de maintenir la stabilité financière du Ministère.
- Poursuivre la mise en œuvre de l'Initiative de modernisation de la tenue de documents et élaborer des stratégies visant à améliorer les pratiques de gestion de l'information afin de répondre au besoin grandissant de renseignements opportuns, cohérents, accessibles et fiables.
- Lancer la prochaine phase de l'Initiative de modernisation des subventions et contributions (IMSC) et harmoniser et normaliser les procédures et les outils internes du Ministère. En 2016, les clients de Patrimoine canadien pourront faire une demande en ligne et recevoir des directives claires pour les aider à présenter leur demande et faire état des progrès réalisés.
- Élaborer un cadre stratégique intégré qui contribuera à donner une orientation stratégique à long terme pour le Ministère.
- Élaborer une approche visant à maintenir ou améliorer la durabilité de ses activités en milieu de travail dans le cadre d'une stratégie ministérielle de développement durable.
- Collaborer avec les organismes du portefeuille du Ministère afin de contribuer à l'atteinte des objectifs du gouvernement et les appuyer pour s'assurer que les Canadiens ont accès à des histoires, des choix et des contenus canadiens.

Le ministère du Patrimoine canadien participe à la *Stratégie fédérale de développement durable de 2013-2016* et contribue à l'atteinte des objectifs du Thème IV (Écologisation des opérations gouvernementales) par l'intermédiaire du Programme des Services internes. Le Ministère prévoit :

- Atteindre un haut niveau de rendement écologique reconnu par l'industrie dans les projets et les activités du gouvernement du Canada dans le domaine immobilier.
- Prendre des mesures pour intégrer des facteurs environnementaux à ses achats, conformément à la Politique d'achats écologiques du gouvernement fédéral.
- Élaborer une approche visant à maintenir ou à accroître le taux d'écologisation en milieu de travail.
- Prendre des mesures supplémentaires pour améliorer la gestion de l'eau dans son portefeuille immobilier.

Vous pouvez obtenir des renseignements supplémentaires sur les activités du ministère du Patrimoine canadien en consultant le tableau de renseignements supplémentaires Écologisation des opérations gouvernementales²⁷.

Section III : Renseignements supplémentaires

État des résultats prospectifs

L'énoncé prospectif condensé des opérations présenté dans cette section vise à donner un aperçu général des opérations de Patrimoine canadien. Les renseignements financiers prévus concernant les dépenses et les recettes sont préparés sur une base de comptabilité d'exercice pour renforcer la responsabilisation et améliorer la transparence et la gestion financière.

Comme l'énoncé prospectif condensé des opérations est établi sur une base de comptabilité d'exercice et les prévisions et les dépenses prévues présentées dans d'autres sections du présent rapport sont établies sur la base des dépenses, les montants diffèrent.

Un énoncé prospectif plus détaillé des opérations et des notes afférentes du ministère du Patrimoine canadien, comprenant un rapprochement des coûts de fonctionnement net et des autorisations demandées, est disponible sur le [site Web de Patrimoine canadien](#)²⁸.

État des résultats condensé prospectif

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars (en milliers de dollars)

	Résultats estimatifs 2013-2014	Résultats prévus 2014-2015	Variation
Total des dépenses	1 365 205	1 413 593	48 388
Total des revenus	7 041	8 138	1 097
Coût de fonctionnement net	1 358 164	1 405 455	47 291

L'accroissement des résultats prévus pour 2014-2015 en comparaison des résultats estimatifs pour 2013-2014 est principalement attribuable au financement des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto dans le cadre du Programme d'accueil (368 M\$ de 2012-2013 à 2015-2016).

Liste des tableaux de renseignements supplémentaires

La version électronique de tous les tableaux de renseignements supplémentaires qui figurent dans le *Rapport sur les plans et les priorités de 2014-2015* est affichée sur le [site Web du ministère du Patrimoine canadien](#)²⁹.

- Renseignements sur les programmes de paiements de transfert;
- Renseignements sur les programmes de paiements de transfert de moins de 5 millions de dollars;
- Financement pluriannuel initial;
- Écologisation des opérations gouvernementales;
- Initiatives horizontales;
- Vérifications internes et évaluations à venir pour les trois prochains exercices; et
- Frais d'utilisation.

Dépenses fiscales et évaluations

Il est possible de recourir au régime fiscal pour atteindre des objectifs de la politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'impôt, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances publie annuellement des estimations et des projections du coût de ces mesures dans une publication intitulée *Dépenses fiscales et évaluations*.³⁰ Les mesures fiscales présentées dans le rapport *Dépenses fiscales et évaluations* relèvent de la seule responsabilité du ministre des Finances.

Section IV : Coordonnées de l'organisation³¹

Patrimoine canadien

15, rue Eddy

Gatineau (Québec) K1A 0M5

Canada

Téléphone : 819-997-0055

Téléphone (sans frais)* : 1-866-811-0055

Télécopieur : 819-555-5555

Téléimprimeur (sans frais)** : 1-888-997-3123

Courriel : info@pch.gc.ca

Site Web : www.pch.gc.ca

*Des agents peuvent répondre à vos questions aux lignes sans frais du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 17 h (heure de l'Est).

**TTY est un appareil de télécommunication pour les personnes sourdes, malentendantes ou souffrant de troubles de la parole.

Notes finales

- ¹ Publications sur le budget des dépenses et lois de crédits du Secrétariat du Conseil du Trésor, <http://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/esp-pbc/esp-pbc-fra.asp>
- ² Certains rapports ministériels sur le rendement 2008-2009 – ministère de l'Industrie et ministère des Transports. Rapport du Comité permanent des comptes publics, septembre 2010, <http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?Mode=1&Parl=40&Ses=3&DocId=4653561&File=0&Language=F>
- ³ Renforcer l'examen parlementaire des prévisions budgétaires et des crédits. Rapport du Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires, juin 2012, <http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?DocId=5690996&Mode=1&Parl=41&Ses=1&Language=F>
- ⁴ Cadre pangouvernemental du Secrétariat du Conseil du Trésor, <http://www.tbs-sct.gc.ca/ppg-cpr/frame-cadre-fra.aspx>
- ⁵ Loi sur le ministère du Patrimoine canadien, laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-17.3/
- ⁶ Loi sur la radiodiffusion, laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/B-9.01/
- ⁷ Loi sur le droit d'auteur, laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-42/index.html
- ⁸ Loi sur Investissement Canada, laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/I-21.8/index.html
- ⁹ Loi sur les langues officielles, laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/O-3.01/
- ¹⁰ Loi sur les musées, laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/M-13.4/
- ¹¹ Loi sur l'indemnisation au Canada en matière d'expositions itinérantes, laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/c-10.5/
- ¹² Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels, laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-51/
- ¹³ Loi sur le statut de l'artiste, laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/S-19.6/
- ¹⁴ Loi favorisant l'activité physique et le sport, laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/P-13.4/index.html
- ¹⁵ Organismes du portefeuille du ministère du Patrimoine canadien, pch.gc.ca/fra/1266433674232/1266389969960
- ¹⁶ La Politique sur la SGRR a récemment fait l'objet de changements qui sont entrés en vigueur le 1^{er} avril 2012. Des mises à jour ont été apportées à la terminologie de la SGRR, notamment : « architecture des activités de programme » devient « architecture d'alignement des programmes » (AAP); « activité de programme » devient « programme »; « sous-activité » devient « sous-programme »; et « sous-sous-activité » devient « sous-sous-programme ».
- ¹⁷ Les différents types de priorités sont les suivants : priorité déjà établie – établie au cours du premier ou du deuxième exercice précédant l'exercice visé dans le rapport; priorité permanente – établie au moins trois exercices avant l'exercice visé dans le rapport; priorité nouvelle – établie au cours de l'exercice visé dans le rapport sur les plans et les priorités ou le rapport ministériel sur le rendement.
- ¹⁸ Cadre pangouvernemental du Secrétariat du Conseil du Trésor : tbs-sct.gc.ca/ppg-cpr/frame-cadre-fra.aspx
- ¹⁹ Budget principal des dépenses du Secrétariat du Conseil du Trésor : tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/esp-pbc/esp-pbc-fra.asp
- ²⁰ Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) de 2013-2016, ec.gc.ca/dd-sd/default.asp?lang=Fr&n=A22718BA-1
- ²¹ Stratégie ministérielle de développement durable du ministère du Patrimoine canadien, <http://www.pch.gc.ca/fra/1312568647473/1312568899271>
- ²² Stratégie fédérale de développement durable, ec.gc.ca/dd-sd/Default.asp?lang=Fr&n=C2844D2D-1
- ²³ L'équivalent à temps plein (ETP) est la mesure dans laquelle l'employé représente une année-personne complète dans les budgets ministériels. L'ETP est calculé en fonction du coefficient des heures de travail assignées et des heures normales de travail. Les heures normales de travail sont établies dans les conventions collectives.
- ²⁴ Le Budget 2012, « Investissements dans les arts et la culture », <http://www.budget.gc.ca/2012/plan/chap3-4-fra.html>

- ²⁵ Ministère du Patrimoine canadien, « Le ministre Moore annonce de nouveaux programmes en appui à l'histoire du Canada », juin 2014, pch.gc.ca/fra/1370873738331/1370873756081
- ²⁶ Auparavant connu comme le Programme des études canadiennes.
- ²⁷ Écologisation des opérations gouvernementales, <http://pch.gc.ca/fra/1392221912291>
- ²⁸ État des résultats prospectifs du ministère du Patrimoine canadien, <http://www.pch.gc.ca/fra/1312568647473/1312568899271>
- ²⁹ Liste des tableaux de renseignements supplémentaires du ministère du Patrimoine canadien, <http://pch.gc.ca/fra/1392221912291>
- ³⁰ Dépenses fiscales du gouvernement du Canada : fin.gc.ca/purl/taxexp-fra.asp.
- ³¹ Services d'annuaires gouvernementaux électroniques, sage-geds.gc.ca/cgi-bin/direct500/fra/RFou%3dPCH-PCH%2co%3dGC%2cc%3dCA